

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1223

25 juin 2009

SOMMAIRE

agri.capital Group S.A.	58663	Morgan Finance S.A.	58666
agri.capital Luxembourg S.à r.l.	58663	Morgan Stanley Lyra S.à r.l.	58698
Äre-Resto	58660	Moventas International S.à r.l.	58661
Balkan Reconstruction Investment Financing S.C.A. Sicar	58665	Multiadvisor Sicav	58658
Bancor Investissements S.A.	58666	Nexten S.A.	58660
Belmont (LUX) HAEK	58671	Orchestra Luxembourg S.A.	58703
Car Testing S.A.	58704	PGE Luxembourg S.à r.l.	58660
CCP II Logistics S.à r.l.	58661	Piano S.A.	58703
CCP II Neumarkt S.à r.l.	58660	QOALUX S.à r.l.	58663
CCP II Straubing S.à r.l.	58661	Q.O.A.LUX Sàrl (Qualité et Organisation Administrative-Luxembourg)	58663
CELSIUS EUROPEAN Lux 2 S.à r.l.	58658	Quintessence International S.A.	58671
DTS Works S.A.	58662	Regus Limited	58658
Dynamic Materials Luxembourg 2 S.à r.l.	58703	Regus Middle East	58658
E2 Automotive S.A.	58662	Regus No. 1	58659
Falck Energy S.A.	58670	Regus No.2	58659
G4S Technologies S.à r.l.	58667	Repco 48 S.A.	58668
HEDF Spain S.à r.l.	58659	Repco 49 S.A.	58667
Hines Holdings Luxembourg 1 S.à r.l.	58661	Repco 50 S.A.	58667
H&P Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l.	58696	RPIT A S.à r.l.	58667
Immobilière de Abweiler S.A.	58668	RPIT B S.à r.l.	58667
Immobilière Riverside S.A.	58669	Schmitcom S. à r.l.	58662
Indeff S.A.	58669	Schraden Biogas Investment S.à r.l.	58665
ING REEIF Germany S.à r.l.	58664	Securilec	58669
Intermedical Holding Société Anonyme	58666	Sestante 2 S.à r.l.	58668
K.B.G. Holding S.A.	58703	Spaciof, S.à r.l.	58669
Keyle Investments S.A.	58663	StarCap SICAV	58659
Komiashi S.A.	58670	State Street Bank Luxembourg S.A.	58664
Lago Ladoga Investments S.A.	58663	Third Continuation Investments S.A.	58704
Laure Sàrl	58668	Timco Sàrl	58662
LNC International S.A.	58666	Transcom WorldWide S.A.	58664
LSF5 Hayate Investments S.à r.l.	58670	United Ocean Lines S.A.H.	58665
Morgan Finance S.A.	58664	Vintners Bidco S.C.A.	58662
		Yuma Europe S.A.	58665

CELSIUS EUROPEAN Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.026.700,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 134.347.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 27 mars 2009

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Madame Patricia Schon, en tant que gérante de la Société avec effet au 27 mars 2009;

- De nommer:

* Madame Martina Schuemann, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérante de la Société avec effet au 27 mars 2009 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martina Schuemann / Godfrey Abel

Gérante / Gérant

Référence de publication: 2009071159/18.

(090083659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Regus Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.454.

—
Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009071745/12.

(090084230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Regus Middle East, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.717.

—
Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009071743/12.

(090084226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Multiadvisor Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 58.249.

—
Les comptes annuels au 31. Dezember 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DZ BANK International S.A. für

Multiadvisor Sicav

V. Augsdörfer / T. Haselhorst

Référence de publication: 2009071729/12.

(090084238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Regus No.2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.147.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009071747/12.

(090084231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

StarCap SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 72.359.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DZ BANK International S.A. für

StarCap SICAV

V. Augsdörfer / T. Haselhorst

Référence de publication: 2009071727/12.

(090084233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Regus No. 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.709.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2009.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009071749/12.

(090084232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

HEDF Spain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 222.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 119.287.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 juin 2009

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* David Braaten en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat.

- D'accepter la nomination de:

* Monsieur Adam Kruszynski, résidant professionnellement au 205, Route d'Arlon L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 juin 2009.

Pour extrait analytique conforme

Elisa Gottardi

Référence de publication: 2009071241/18.

(090083564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

PGE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 498.075,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 116.402.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 3 juin 2009 que la personne suivante a démissionné avec effet immédiat de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société:

- Monsieur Marcel Stephany, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), demeurant au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange (Grand-Duché du Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 juin 2009.

Pour extrait conforme

ATOZ

Signature

Référence de publication: 2009071161/18.

(090083444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

CCP II Neumarkt S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 129.843.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55396 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009071902/211/12.

(090084607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Nexten S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5243 Sandweiler, 18, An de Strachen.

R.C.S. Luxembourg B 138.907.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2009071903/9127/12.

(090084627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Äre-Resto, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 12-14, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 143.294.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2009071904/9127/12.

(090084669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

CCP II Logistics S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 129.842.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55395 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009071901/211/12.

(090084601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

CCP II Straubing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 129.784.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°55399 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009071900/211/12.

(090084587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Moventas International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.343.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55044 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009071898/211/12.

(090084351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Hines Holdings Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 41.203.406,40.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 79.934.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 9 juin 2009

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* David Braaten en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat.

- D'accepter la nomination de:

* Monsieur Jose Maria Ortiz, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 juin 2009.

Pour extrait analytique conforme

Elisa Gottardi

Référence de publication: 2009071206/18.

(090083521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Schmitcom S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 297, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 55.150.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 26 mai 2009 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 04 juin 2009.

Camille MINES

Notaire

Référence de publication: 2009071909/225/13.

(090084822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Vintners Bidco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 128.279.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 juin 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2009071899/231/14.

(090084441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Timco Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 84.996.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés suite à l'assemblée générale du 08 mai 2009 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 05 juin 2009.

Camille MINES

Notaire

Référence de publication: 2009071912/225/13.

(090084826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

**E2 Automotive S.A., Société Anonyme,
(anc. DTS Works S.A.).**

Siège social: L-2156 Luxembourg, 2, Millegässel.

R.C.S. Luxembourg B 68.865.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2009.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2009071872/206/14.

(090084920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

**QOALUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Q.O.ALUX Sàrl (Qualité et Organisation Administrative-Luxembourg)).**

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 50, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 98.273.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071855/206/14.

(090084876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

agri.capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 140.384.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071840/206/13.

(090084586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

agri.capital Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 132.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071821/206/13.

(090084578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

**Keyle Investments S.A., Société Anonyme,
(anc. Lago Ladoga Investments S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 54.129.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071868/206/14.

(090084911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Transcom WorldWide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Luxembourg, 45, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 59.528.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071862/206/13.

(090084901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

State Street Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 32.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour State Street Bank Luxembourg S.A.
49, Avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Signature
Un administrateur domiciliaire

Référence de publication: 2009071725/14.

(090084220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

ING REEIF Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 112.009.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Martine SCHAEFFER
Notaire

Référence de publication: 2009071806/5770/12.

(090084465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Morgan Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 106.012.

Le conseil d'administration réuni en date du 5 juin 2009, après lecture de la lettre de démission de Monsieur Marco LAGONA, né le 18 avril 1972 à Milan (Italie), et résidant professionnellement 7, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur, a décidé de coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Gianni DE BORTOLI, né le 13 mai 1979 à Boussu, Belgique et résidant professionnellement 106, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORGAN FINANCE S.A., Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2009071133/15.

(090083596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Schraden Biogas Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 114.795.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071897/206/13.

(090084939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

BRIF SCA SICAR, Balkan Reconstruction Investment Financing S.C.A. Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.704.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 09 juin 2009.

Jean-Joseph WAGNER
Notaire

Référence de publication: 2009071915/239/13.

(090084285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Yuma Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 125.051.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009071865/206/13.

(090084904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

United Ocean Lines S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R.C.S. Luxembourg B 89.894.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement des actionnaires de UNITED OCEAN LINES S.A.H., tenue à Luxembourg en date du 20 mai 2009:

La nomination de nouveau commissaire aux comptes:

L'actionnaire unique de la société UNITED OCEAN LINES S.A.H. décide de nommer Monsieur Richard GAUTHROT, né le 14 novembre 1960, demeurant à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire, à la fonction du commissaire aux comptes de la société UNITED OCEAN LINES S.A.H.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2009071114/15.

(090083977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Morgan Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 106.012.

Le conseil d'administration réuni en date du 4 juin 2009, après lecture de la lettre de démission de Carlo SANTOIEMMA, né le 25 mars 1967 à Matera (Italie), et résidant professionnellement 7, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg de sa fonction d'administrateur, a décidé de coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Jaap MEIJER, né le 24 septembre 1965 à Laren (Pays-Bas), résidant professionnellement 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORGAN FINANCE S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2009071137/15.

(090083604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

LNC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 110.905.

Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de nos fonctions d'Administrateur de la société anonyme LNC INTERNATIONAL SA, RCS B 110.905, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22.05.2009.

@CONSEILS SARL

JB ZEIMET

Gérant

Référence de publication: 2009071674/13.

(090084815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Bancor Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.381.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/06/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009071667/13.

(090084371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Intermedical Holding Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 40.625.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/06/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009071665/13.

(090084382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

RPIT B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 112.978.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009071762/10.

(090084726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

RPIT A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 112.977.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009071764/10.

(090084725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Repc 50 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 138.494.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009071768/10.

(090084723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Repc 49 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 138.514.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009071769/10.

(090084720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

G4S Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 14, rue du Père Raphaël.

R.C.S. Luxembourg B 19.541.

Selon les dispositions de l'article 314 de la loi du 10 août 1915, relatives aux comptes consolidés et de leur publication, les comptes annuels au 31 décembre 2008 de G4S plc (GB-RH10 9 UN Crawley, UK), registered number 4992207, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2009.

Arsène Lorentz
Directeur Financier

Référence de publication: 2009071895/14.

(090084380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Repco 48 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 138.506.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009071772/10.

(090084717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Laure Sàrl, Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 53.484.

Les documents de clôture de l'année 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LAURE S.A R.L.

AREND CONSULT S.A R.L., Mersch

Signature

Référence de publication: 2009071758/12.

(090084301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Immobilière de Abweiler S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1420 Luxembourg, 298, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 34.600.

Les documents de clôture de l'année 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMMOBILIERE DE ABWEILER S.A.

AREND CONSULT S.A R.L., Mersch

Signature

Référence de publication: 2009071756/12.

(090084306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Sestante 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 122.884.

Il résulte des Résolutions de l'Associé Unique en date du 19 mai 2009 de la société Sestante 2 S.à r.l. que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

1. Election du nouveau Gérant pour une durée de trois (3) ans à compter des présentes résolutions:

Mutua (Luxembourg) S.A., une société anonyme, avec siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au RCS du Luxembourg sous numéro B 41.471.

2. Démission du Gérant suivant:

Clive Martin Dolman, résidant à 12A, Fairmile Avenue, KT11 2JB Cobham, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sestante 2 S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2009070631/20.

(090082523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2009.

Indeff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 96.166.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009071896/10.

(090084393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Securilec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 14, rue du Père Raphaël.
R.C.S. Luxembourg B 17.892.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2009.

Arsène Lorentz
Directeur Financier

Référence de publication: 2009071893/12.

(090084373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Immobilière Riverside S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 85.356.

Les documents de clôture de l'année 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMMOBILIERE RIVERSIDE S.A.
ARENDE CONSULT S.A R.L., Mersch
Signature

Référence de publication: 2009071753/12.

(090084308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Spaciof, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 61, rue des Trévires.
R.C.S. Luxembourg B 85.825.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenu au siège social en date du 22 avril 2009, que:

- 1) Mademoiselle Carina Rodriguez, demeurant professionnellement à L-2628 Luxembourg, rue des Trévires 61, est nommée gérante administrative de la société avec effet au 1^{er} mai 2009 pour une durée indéterminée.
- 2) Madame Santana Pacio-Fernandez, gérante unique, demeurant professionnellement à L-2628 Luxembourg, rue des Trévires 61, est nommée gérante technique de la société avec effet au 1^{er} mai 2009 pour une durée indéterminée.
- 3) La société se trouve valablement engagée par la seule signature du gérant technique ou par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2009.

SPACIOF S.A R.L.
Signature

Référence de publication: 2009069998/20.

(090083077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2009.

LSF5 Hayate Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 122.578.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009071805/5770/12.

(090084453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Falck Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 39.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Falck Energy S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009071907/11.

(090084466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Komiashi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 30.760.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale statutaire tenue le 12 mai 2009

Les mandats des administrateurs A.T.T.C. Management s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Patteet Edward, représentant permanent, A.T.T.C. Directors s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Van Keymeulen Jean Pierre, représentant permanent, et A.T.T.C. Services s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Patteet Edward, représentant permanent, ainsi que celui du commissaire aux comptes A.T.T.C. Control s.a., sont reconduits pour une nouvelle durée de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2015.

La société A.T.T.C. Management s.à r.l. , ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.363 a nommé M. Patteet Edward, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

La société A.T.T.C. Directors s. à r.l., ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.362 a nommé M. Van Keymeulen Jean Pierre, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

La société A.T.T.C. Services s. à r.l., ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.364 a nommé M. Patteet Edward, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur, Président du Conseil d'Administration / Administrateur

E. Patteet / J.P. Van Keymeulen

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2009071290/31.

(090084072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Quintessence International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 33.799.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale statutaire tenue le 18 mai 2009

Les mandats des administrateurs A.T.T.C. Management s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Patteet Edward, représentant permanent, A.T.T.C. Directors s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Van Keymeulen Jean Pierre, représentant permanent, et A.T.T.C. Services s.à r.l. ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, représentée par M. Patteet Edward, représentant permanent, ainsi que celui du commissaire aux comptes A.T.T.C. Control s.a., sont reconduits pour une nouvelle durée de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2015.

La société A.T.T.C. Management s. à r.l. , ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.363 a nommé M. Patteet Edward, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

La société A.T.T.C. Directors s. à r.l., ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.362 a nommé M. Van Keymeulen Jean Pierre, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

La société A.T.T.C. Services s. à r.l., ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le n° B 59.364 a nommé M. Patteet Edward, demeurant professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat échéant lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.
Administrateur, Président du Conseil d'Administration / Administrateur
E. Patteet / J.P. Van Keymeulen
Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2009071293/31.

(090084066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Belmont (LUX) HAEC, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 146.439.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-second of May.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

HAEC SICAV-FIS, an investment company with variable capital - specialised investment fund under the act of 13 February on specialised investment funds, as amended, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number RCS B 122.583, acting on behalf of the Sub-fund HAEC SICAV-FIS - HAEC HF (the Shareholder);

here represented by Arne Bolch, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 20 May 2009.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

1. Art. 1. Name.

1.1 There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name "Belmont (LUX) HAEC" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as it may be amended from time to time (the 2007 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail) as well as by the articles of association of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one Shareholder (the Sole Shareholder) or more Shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one Shareholder.

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-City. It may be transferred elsewhere within the Grand Duchy of Luxembourg either by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) (if and to the extent authorised under Luxembourg law) or by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company (the General Meeting).

2.2 The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

3. Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

4. Art. 4. Object of the Company.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect Shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act.

5. Art. 5. Share capital, Share classes.

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand Euros) to be reached within a period of twelve months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs, and thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial capital was of EUR 31,000 (thirty one thousand EUR) represented by 310 (three hundred and ten) fully paid up shares with no par value.

5.4 The investment objective, policy and other specific features of the Company are set forth in the offering memorandum of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum).

5.5 The Board may, at any time, decide to issue different classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the 1915 Act, including, without limitation different:

(a) type of target investors;

(b) fees and expenses structures;

(c) subscription and/or redemption procedures;

(d) minimum investment and/or subsequent holding requirements;

(e) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class (es) be entitled to receive incentive remuneration in the form of carried interest or to receive preferred returns or to share fees;

(f) marketing targets;

(g) transfer or ownership restrictions;

(h) currency.

5.6 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.7 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes. Upon creation of new Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in EUR, be converted into EUR. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes.

6. Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company shall be in registered form only (actions nominatives) and will remain in registered form. Shares are issued without par value and must be fully paid upon issue. The shares are not represented by certificates.

6.2 A register of shares will be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company and it will be available for inspection by any Shareholder. The register will contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number and Class of shares held by it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 Each Shareholder shall provide the Company with an address, fax number and email address to which all notices and announcements may be sent. Such address shall also be entered into the register of Shareholders. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the register of Shareholders by way of a written notification sent to the Company.

6.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.5 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.6 The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.7 Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

7. Art. 7. Issue of shares. General.

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (Well-Informed Investors).

7.3 Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may, without limitation:

(a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(b) decide that shares of a particular Class shall only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specified period, up to a certain amount. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any subscription agreement may contain specific provisions not contained in the other subscription agreements;

(c) impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount;

(d) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

(e) in respect of any one given Class, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) restrict the ownership of shares of a particular Class to certain type of persons or entities;

(g) decides that payments for subscriptions to shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Class.

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Class in the Memorandum.

7.5 A process determined by the Board and described in the Memorandum shall govern the chronology of the issue of shares.

7.6 The Company is authorised to issue shares (which may, as the case may be, pertain to a particular Class) to the Shareholders in lieu of the payment of distributions outstanding each time in accordance with the procedure and terms of the Memorandum.

7.7 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.8 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for shares.

7.9 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the Company. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner.

7.10 The mode of payment for subscriptions is determined for each Class by the Board and more fully described in the Memorandum.

8. Art. 8. Redemption of shares.

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, any Shareholder may request redemption of all or part of his shares from the Company on each valuation day, as determined as every such day on which the Net Asset Value per share (as defined under Article 12) for a given Class is calculated (the Valuation Day), in respect of which redemption requests are accepted pursuant to the terms of the Memorandum. Redemption requests will be dealt with pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles. Redemptions may take place over one or more redemption or valuation days, as specified in the Memorandum, and Shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Memorandum.

8.2 Subject to the provisions of article 12 of these Articles, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board which may not (unless otherwise stated in the Memorandum) exceed twenty five (25) business days from the relevant Valuation Day, as determined in accordance with the current policy of the Board.

8.3 The redemption price per share for shares of a particular Class corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class less any redemption fee, if applicable as at the relevant Valuation Day. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Memorandum shall govern the chronology of the redemption of shares. The Board may impose conditions on the redemption of share, any such condition to which the redemption of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may, in particular but without limitation, decide that redemption requests will only be processed after a prior notice period, that a lock-up period be applicable in respect of redemption requests during which redemptions requests will not be accepted or processed and that specific redemption requests will take priority over other redemption requests (any such conditions may be applicable at the level of specific Classes of shares, as the case may be) or that, depending on the liquidity of the Company's assets, all or part of the redemption requests be rolled over to the next Valuation Day. The Board may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any Class of shares and may, in particular, decide that shares of any Class shall only be redeemed on such valuation dates as provided for in the Memorandum.

8.5 If on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day, redemption applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the following Valuation Days, these redemption applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.6 The Board may, at its own discretion (or at the request of a Shareholder), agree to make, in whole or in part, a distribution in-kind of assets of the Company to a (that) Shareholder in lieu of paying to a (that) Shareholder redemption proceeds in cash. The Board will agree to do so if they determine that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the Company. Such redemption will be effected at the Net Asset Value per share of the relevant Class which the Shareholder is redeeming, and thus will constitute a pro rata portion of the Company's assets attributable in that Class in terms of value. The assets to be transferred to such Shareholder shall be determined in accordance with the terms of the Memorandum, with regard to the practicality of transferring the assets and to the interests of the Company and continuing participants therein and to the Shareholder. The selection, valuation and transfer of assets shall be subject to the review and approval of the auditor of the Company. Any costs of any such transfers of assets will be borne by the transferee.

8.7 All redeemed shares may be cancelled.

8.8 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article. Notwithstanding the first sentence of this article, the Company may however, on a case-by-case basis, accept a request from a Shareholder to have its redemption request withdrawn in accordance with, and subject to, the terms of the Memorandum.

8.9 The Company may inter alia compulsorily redeem the shares

- (a) held by a Restricted Person in accordance with article 11 of these Articles;
- (b) in case of liquidation or merger of Classes, in accordance with the provisions of article 25 of these Articles;
- (c) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription agreement, the Memorandum and these Articles.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise stated in the Memorandum, Shareholders are not allowed to convert all, or part, of their shares in a given Class into shares of another Class.

9.2 If conversion of shares is allowed between Classes, then the applicable terms and conditions to conversion of shares shall be as set forth in the Memorandum in respect of the relevant Classes.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 All transfers of shares shall be effected by a transfer in writing in any usual or common form or any other form approved by the Board and every form of transfer shall state the full name and address of the transferor and the transferee. The instrument of transfer of a share shall be signed by or on behalf of the transferor. The transferor shall be deemed to remain the holder of the share until the name of the transferee is entered on the share register in respect thereof.

10.2 The registration of transfer may be suspended at such times and for such periods as the Board may from time to time determine.

11. Art. 11. Restrictions on ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares by any individual or legal entity,

- (a) if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company;
- (b) if it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in the Company being required to register its shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the US Securities Act or the US Investment Company Act); or
- (c) if it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);
- (d) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;
- (e) if as a result a US Person would become beneficial owner of Shares of the Company;

(such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons). A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor shall be regarded as a Restricted Person.

11.2 If it appears that a Shareholder is a Restricted Person, the Company shall be entitled to, in its absolute discretion:

- (a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting; and/or
- (b) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in article 10 of these Articles; and/or
- (c) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the Board, either (i) 50% of the applicable price or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

12. Art. 12. Calculation of Net Asset Value per share.

12.1 The Company and each Class have a net asset value determined in accordance with Luxembourg law, the Memorandum and these Articles (the Net Asset Value or NAV). The reference currency of the Company is the EUR.

Calculation of the NAV

12.2 The Net Asset Value of each Class shall be calculated in the reference currency of the Class, in good faith in Luxembourg on each valuation day, as determined in the Memorandum (a Valuation Day).

12.3 The central administration agent of the Company shall under the supervision of the Company compute the NAV per Class as follows: each Class participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Class on that Valuation Day.

12.4 For the purpose of calculating the NAV per Class, the Net Asset Value of each Class shall be determined by calculating the aggregate of:

(a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Class in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Class in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Class, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

12.5 The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

(c) the value of assets dealt in on any other Regulated Market (as defined in the Memorandum) is based on the last available price;

(d) in the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the fair value.

(e) the liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

(f) units or shares of other undertakings for collective investment (UCIs) will be valued at their last determined and available net asset value provided by the administrator of such UCI (either final or estimated), provided that if events (including without limitation capital calls, distributions or redemptions effected by the underlying funds or one or more of their underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the underlying funds themselves) have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such units or shares since the date on which the last net asset value was calculated, the value of such units or shares may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change, or, if such price is not available, estimated net asset value can also be accepted from the investment manager of such underlying funds or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair and equitable basis in good faith.

(g) all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board.

(h) money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortised cost method which approximates market value.

12.6 The NAV as of any Valuation Day will be made available to investors at the registered office of the Company as soon as it is finalised and, in any event, within one week following the relevant Valuation Day.

12.7 Any assets denominated in a currency other than the reference currency of the respective Class shall be converted into the relevant reference currency at the last available reference exchange rate as quoted on the inter-bank market. If such rates are not available, the exchange rate shall be determined in good faith by the Company. The Net Asset Value

per share may be rounded up or down to the nearest whole unit of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares are calculated.

12.8 For the purpose of this article,

(a) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the respective Class shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per share; and

(d) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board.

Allocation of assets and liabilities

12.9 The assets and liabilities of the Company shall be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of shares of any Class shall be applied in the books of the Company corresponding to that Class;

(b) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes;

(c) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith;

(e) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

General rules

12.10 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law.

12.11 For the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company.

12.12 The Net Asset Value per share of each Class is made public at the registered office of the Company and available at the offices of the central administration agent of the Company. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Class and any other currency at the discretion of the Board in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices.

13. Art. 13. Temporary suspension of the Net Asset Value.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares and/or the issue of the shares to subscribers and the redemption of the shares from its Shareholders:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the assets of the Company is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any asset of the Company may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more underlying funds representing a substantial portion of the assets of the Company is suspended;

(e) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange; or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately determined.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption of their shares of such suspension.

13.3 The determination of the Net Asset Value of shares, the issue of the shares of any Class to subscribers and the redemption of shares by Shareholders may also be suspended in the event of the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of Shareholders for the purpose of winding up the Company as from the time of such publication.

14. Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by a Board of at least 3 (three) members. The director(s) of the Company, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. The director (s) may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the Shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

14.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.4 Any member of the Board may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

14.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

15. Art. 15. Meetings of the board.

15.1 The Board will elect from among its members a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

15.2 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

15.3 Meetings of the Board are convened by the chairman.

15.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written notice of any meeting of the Board will be given to all directors at least two (2) business days prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the notice of meeting may be waived. This notice may furthermore be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

15.5 The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

15.6 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

15.7 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

15.8 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

15.9 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be sufficiently identified and to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

15.10 The Board can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or duly represented. In case of a tied vote the chairman shall not have a casting vote.

15.11 Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if they were passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

15.12 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be kept at the registered office of the Company and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

15.13 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

15.14 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by virtue of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

15.15 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual general meeting of the Shareholders of the Company (the Annual General Meeting).

15.16 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

16. Art. 16. Powers of the board of directors.

16.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 20 of these Articles, to the extent that such powers are expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

17. Art. 17. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

18. Art. 18. Delegation of powers.

18.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to members of the Board or physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such persons as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are members of the Board and that no meeting of the committee shall be necessary for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those persons present are members of the Board.

18.2 The Board may also confer special powers of attorney.

19. Art. 19. Investment manager(s).

19.1 The Board may appoint one or more investment manager(s) (each an Investment Manager) to carry out investment management services, and be responsible for the Company's investment activities within the parameters and restrictions set out in the Memorandum.

19.2 Each Investment Manager may be removed, subject to the terms set out under the relevant investment management agreement, by decision of the General Meeting.

20. Art. 20. Indemnification.

20.1 All members of the Board and of the board of directors of the Investment Manager, the Investment Manager, the initiator and their affiliates, officers, directors, direct and indirect shareholders, members, agents, partners and employees of each of the foregoing (each referred to as an Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the Company's assets (including returns of distributions), against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees), damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, that may be incurred by such Indemnified Person, or in which such Indemnified Person may become involved or with which such Indemnified Person may become threatened, in connection with, or relating to, or arising or resulting from, the Indemnified Person being or having acted as a member of the Board or the board of directors of the Investment Manager in respect of the Company or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a member of the Board or the board of directors of the Investment Manager or from the provision of services to or in respect of the Company or under or pursuant to any management agreement or other agreement relating to the Company or which otherwise arise in relation to or in connection with the operation, business or activities of the Company, provided that no Indemnified Person shall be entitled to such indemnification for any action

or omission resulting from any behaviour by it which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

20.2 The Company may, wherever deemed appropriate, provide professional, D&O or other adequate indemnity insurance coverage to one or more Indemnified Persons.

21. Art. 21. Conflict of interests.

21.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

21.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

21.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

21.4 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

22. Art. 22. Investment policies and restrictions.

22.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policy of the Company, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

22.2 The Board shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it may acquire.

22.3 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds.

23. Art. 23. Auditor.

23.1 The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

23.2 The auditor fulfils all duties prescribed by the 2007 Act.

24. Art. 24. General meeting of shareholders of the company.

24.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the Shareholders, regardless of the class of shares held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

24.2 The General Meeting meets when called by the Board. It shall be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice.

24.3 The Annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of its registered office and time as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday in April of each year at 3.00 p.m.

24.4 Other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

24.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a convening notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered Shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the Shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

24.6 Where all shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be sent by registered mail only.

24.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without prior notice of the meeting.

24.8 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

24.9 The business transacted at any meeting of the Shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

24.10 Each share of any class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders through a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a member of the Board of the Company.

24.11 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

25. Art. 25. Liquidation or merger of classes.

25.1 In the event that for any reason the value of the net assets of any Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Class, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant Class or Classes at the Net Asset Value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to Shareholders of the relevant Class or Classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing.

25.2 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Class.

25.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with a bank or credit institution as defined by the act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the Custodian). The Custodian will keep the assets for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

25.4 All redeemed shares will be cancelled.

26. Art. 26. Financial year. The financial year of the Company commences on 1st January of each year and terminates on the 31 December of the same year.

27. Art. 27. Dividends.

27.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Company will be distributed with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends, provided that after distribution the net assets of the Company will always will always total more than the equivalent in US-Dollars of EUR 1,250,000. A dividend may be distributed, either in cash or shares. Distributions may take place through the redemption of shares.

27.2 Payments will be made in the reference currency of the relevant Class. Dividends remaining unclaimed for five years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Class.

27.3 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

27.4 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

28. Art. 28. Custodian.

28.1 The Company shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the 2007 Act (the Custodian) who shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

28.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the Board shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Board shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

29. Art. 29. Liquidation of the company.

29.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the General Meeting subject to the quorum and majority requirements set out in these Articles.

29.2 In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the Luxembourg regulatory authority, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine their powers and compensation.

29.3 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the 1915 Act. The liquidation report of the liquidators will be audited by the auditor of the Company or by an ad hoc external auditor appointed by the General Meeting.

29.4 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be exclusively applicable.

29.5 If the total net assets of the Company falls below two-thirds of the minimum capital prescribed by law (i.e. EUR 1,250,000), the Board must submit the question of the Company's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed and which shall pass resolutions by simple majority of the shares represented at the meeting.

29.6 If the total net assets of the Company fall below one-fourth of the minimum capital prescribed by law, the Board must submit the question of the Company's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed. A resolution dissolving the Company may be passed by Investors holding one-fourth of the shares represented at the meeting.

29.7 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the date of ascertainment that the net assets have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

29.8 The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed. The proceeds of the liquidation of the Company, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

30. Art. 30. Amendments to the articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Act.

31. Art. 31. Applicable law. All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 1915 Act and the 2007 Act. In case of conflict between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail.

Transitional provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2009.

The first Annual General Meeting will be held in 2010.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 310 (three hundred and ten) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the Shareholder by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty one thousand EUR) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 7,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

(1) the number of directors is set at three;

(2) the following persons are appointed as directors:

- Mr Georg Wessling, Managing Director, Harcourt Investment Consulting AG, born on 18 September 1964 in Cloppenburg, Germany, whose professional address is at Stampfenbachstr. 48, CH-8006 Zurich;

- Mr Luc de Vet, Managing Director, Citco (Luxembourg) S.A, born on 28 June 1961 in s'Hertogenbosch, Netherlands, whose professional address is at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Michael M. Vareika, Managing Director European Fund Service S.A., born on 24 May 1960 in Etterbeek, Belgium, whose professional address is at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(3) appoint PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS Luxembourg B 65.477, as auditor of the Company;

(4) set the terms of office of the members of the board which will expire after the annual general meeting to be held in 2010;

(5) set the term of office of the auditor will expire after the annual general meeting to be held in 2010 and

(6) that the address of the registered office of the Company is at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between English and the German versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, which is known to the notary by its surnames, names, civil status and residences, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendneun, den zweiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, in Vertretung von Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt.

Ist erschienen:

HAEK SICAV-FIS eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner derzeit gültigen Fassung, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 2, place Dargent, L-1413 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Handelsregisternummer RCS B 122.583, handelnd für Rechnung des Teilfonds HAEK SICAV-FIS - HAEK HF (der Aktionär),

hier vertreten durch Arne Bolch, Anwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 20. Mai 2009,

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Bevollmächtigten des Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenene hat, durch ihren Bevollmächtigten, den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

1. Art. 1. Name.

1.1 Zwischen den zeichnenden Parteien und allen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) mit der Bezeichnung "Belmont (LUX) HAEK" (die Gesellschaft).

1.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweiligen geänderten Fassung (das Gesetz von 2007), dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweiligen geänderten Fassung (das Gesetz von 1915) und der Satzung der Gesellschaft (die Satzung). Im Falle von Widersprüchen zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 hat das Gesetz von 2007 Vorrang.

1.3 Der Gesellschaft können ein (der Einzige Aktionär) oder auch mehrere Aktionäre angehören. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, der Aussetzung zivilrechtlicher Rechte, der Insolvenz oder der Liquidation des Einzigen Aktionärs aufgelöst.

1.4 Jegliche Bezugnahme auf Aktionäre in der Satzung der Gesellschaft bezieht sich auf den einzigen Aktionär, sofern nur ein einziger Aktionär der Gesellschaft angehört.

2. Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt. Der Sitz kann jederzeit innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat), falls und soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, oder durch Beschluss einer Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2 Der Verwaltungsrat kann Niederlassungen und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gründen.

2.3 Aufgrund bestehender oder unmittelbar drohender außerordentlichen politischen, wirtschaftlichen oder sozialen Umstände von höherer Gewalt, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegt werden. In diesem Fall wird die Gesellschaft jedoch die luxemburgische Nationalität beibehalten. Eine Bekanntgabe der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland an Dritte hat durch eine hierfür unter den gegebenen Umständen am Besten geeignete bevollmächtigte Person der Gesellschaft zu erfolgen.

3. Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

4. Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, ihr Vermögen in Vermögenswerte anzulegen, um die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

4.2 Die Gesellschaft kann sämtliche Geschäfte tätigen und Maßnahmen treffen, die zur Erreichung und Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind und kann insbesondere uneingeschränkt, soweit nach dem Gesetz von 2007 zulässig:

(a) Investments entweder direkt oder durch die direkte oder indirekte Teilhabe an Tochtergesellschaften der Gesellschaft oder anderen zwischengeschalteten Vehikeln tätigen;

(b) Kredite jeder Art aufnehmen, Kreditverbindlichkeiten jeder Art eingehen oder Kapital insbesondere, jedoch nicht ausschließlich durch die Ausgabe von Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderen Schuld- oder Finanzierungsinstrumenten aufbringen;

(c) An andere Gesellschaften und Unternehmen Zahlungen in Geld leisten, Geld leihen oder bei diesen Geld hinterlegen sowie an diese Kredite geben;

(d) Garantien, Bürgschaften oder jede andere Art von Sicherheiten abschließen. Der Abschluss kann durch Zusicherung, Pfandvertrag oder Belastung sämtlicher oder nur eines Teils der (bestehenden oder zukünftigen) Vermögenswerte der Gesellschaft, entweder durch alle vorgenannten Vorgehensweisen zusammen oder einzeln, erfolgen. Die vorgenannten Sicherheiten können zur Umsetzung und Ausführung sämtlicher Verträge und Verpflichtungen von der Gesellschaft, ihren Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Bevollmächtigten, von einer Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft ein direktes oder indirektes Interesse hat, von jeder Gesellschaft, die ein direkter oder indirekter Aktionär der Gesellschaft ist, oder von jeder Gesellschaft derselben Gruppe abgeschlossen werden.

5. Art. 5. Aktienkapital, Aktienklassen.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft entspricht zu jeder Zeit dem Nettovermögenswert der Gesellschaft und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert verkörpert.

5.2 Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht dem der gesetzlich festgelegten Summe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR). Das Mindestkapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Eintragung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds (SIF) gemäß dem Gesetz von 2007 auf der offiziellen Liste der Luxemburger SIFs erreicht werden und darf ab diesem Zeitpunkt zu keiner Zeit unterschritten werden.

5.3 Das Gründungskapital beträgt 31.000 EUR (einunddreißigtausend Euro), aufgeteilt in 310 (dreihundertzehn) voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert.

5.4 Anlageziel, Anlagestrategie und andere spezifische Merkmale der Gesellschaft sind im offering memorandum der Gesellschaft angegeben (das Memorandum), welches im Einklang mit Artikel 52 des Gesetzes von 2007 erstellt wurde.

5.5 Der Verwaltungsrat kann jederzeit entscheiden, unterschiedliche Aktienklassen (die Klassen, jede Aktienklasse als Klasse) auszugeben, deren Vermögenswerte gemeinschaftlich angelegt werden. Die Klassen können sich jedoch hinsichtlich der mit Ihnen verbundenen Rechte gemäß Memorandum und unter Berücksichtigung der Vorschriften der Gesetze von 2007 und 1915 unterscheiden. Dies betrifft insbesondere, jedoch nicht ausschließlich, folgende Merkmale:

(a) Art der Zielinvestoren;

(b) Gebühren- und Kostenstruktur;

(c) Zeichnungs- und Rücknahmeverfahren;

(d) Mindestanlage und/ oder anschließende weitere Voraussetzungen für das Halten der Aktien;

(e) Ausschüttungsrechte und -politik. Der Verwaltungsrat kann insbesondere beschließen, dass Aktien mehrerer Aktienklassen Leistungsvergütungen in der Form von übertragenen Zinsen oder Vorzuserträge erhalten oder Kosten teilen können;

(f) Vertriebsziele;

(g) Übertragungs- oder Eigentumsbeschränkungen;

(h) Währung.

5.6 Für jede Klasse wird nach dem Verfahren aus Artikel 12 ein separater Nettoinventarwert pro Aktie berechnet. Dieser Nettoinventarwert pro Klasse kann aufgrund der vorstehend beschriebenen diversen Merkmale unterschiedlich sein.

5.7 Die Gesellschaft ist berechtigt, zusätzliche Aktienklassen einzurichten, deren Merkmale sich von denen der bestehenden Klassen unterscheiden. Bei Auflegung neuer Aktienklassen wird das Memorandum, falls erforderlich, aktualisiert.

5.8 Zum Zwecke der Berechnung des Gesellschaftskapitals werden die jeweiligen Nettovermögenswerte aus einer Klasse, sofern diese nicht auf EUR lauten, in EUR konvertiert. Das Gesellschaftskapital entspricht der Summe der Nettoinventarwerte sämtlicher Klassen.

6. Art. 6. Aktien.

6.1 Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben (actions nominatives) und bleiben in dieser Form erhalten. Die Aktien werden ohne Nennwert ausgegeben und müssen bei Ausgabe voll eingezahlt werden. Die Aktien werden nicht in Aktienzertifikaten verkörpert.

6.2 Ein Aktienregister wird von der Gesellschaft oder einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt und steht den Aktionären jederzeit zur Einsichtnahme zur Verfügung. Das Register enthält den Namen jedes Aktionärs, den der Gesellschaft angezeigten Wohnsitz oder gewählten Sitz dieses Inhabers und die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien sowie alle Übertragungen von Aktien zusammen mit dem jeweiligen Übertragungsdatum. Das Eigentum an den Anteilen wird durch Eintrag in dieses Register begründet.

6.3 Jeder Aktionär teilt der Gesellschaft die Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Adresse wird ebenfalls im Aktionärsregister vermerkt. Die Aktionäre können ihre im Register eingetragene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

6.4 Teilt ein Aktionär der Gesellschaft keine Adresse mit, kann die Gesellschaft die Eintragung eines Vermerks hierüber in das Register genehmigen. In diesem Fall gilt der Sitz der Gesellschaft oder jede andere von der Gesellschaft im Register von Zeit zu Zeit eingetragene Adresse, als Adresse des Aktionärs, bis der betreffende Aktionär seine Adresse mitteilt. Die Anleger können ihre im Register eingetragene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder jeder anderen von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bestimmten Adresse ändern.

6.5 Die Gesellschaft erkennt nur jeweils einen Aktionär pro Aktie an. Bei Anteilen, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Gesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller des Nießbrauchsrechts (bare owner) bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

6.6 Die Gesellschaft kann Bruchstücke bis zu drei Dezimalstellen von Aktien ausgeben. Solche Bruchstücke von Aktien sind nicht mit Stimmrechten verbunden, außer sie stellen zusammen eine vollständige Aktie dar. Bruchstücke von Aktien partizipieren pro rata am Nettovermögenswert der betreffenden Aktienklasse.

6.7 Unbeschadet der Bestimmungen aus Artikel 10, erfolgt die Übertragung von Aktien mit Eintragung des Übertragungsvermerks im Anteilregister der Gesellschaft. Der Übertragungsvermerk wird durch den Übertragenden und den Übertragungsempfänger oder durch jede andere hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Person oder gemäß dem Verfahren nach Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches ausgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Beweismittel als Nachweis über die Zustimmung des Übertragenden und des Übertragungsempfängers zulassen.

7. Art. 7. Ausgabe von Aktien.

Allgemein

7.1 Der Verwaltungsrat ist zu jeder Zeit dazu ermächtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll eingezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien zu gewähren.

7.2 Aktien können nur von sachkundigen Investoren im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes (Sachkundige Investoren) gezeichnet werden.

7.3 Die Voraussetzungen und Bedingungen zur Zeichnung von Aktien werden im Memorandum näher ausgeführt. Ungeachtet hiervon, kann der Verwaltungsrat uneingeschränkt:

(a) Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien bestimmen (insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass Aktien einer bestimmten Aktienklasse nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, im Memorandum festgelegten Zeitabständen ausgegeben werden);

(b) beschließen, dass Aktien einer bestimmten Aktienklasse nur an Personen oder sonstigen juristischen Einheiten ausgegeben werden, die einen Zeichnungsvertrag abgeschlossen haben, nach welchem die Zeichner inter alia die Verpflichtung eingehen, Aktien für einen bestimmten Zeitraum zu einem gewissen Betrag zu zeichnen. Soweit nach Luxemburger Recht zulässig, können Zeichnungsvereinbarungen besondere Klauseln enthalten, die nicht in anderen Zeichnungsvereinbarungen enthalten sind;

(c) Zeichnungsbedingungen festlegen (insbesondere auch, ohne Einschränkung bezüglich der Ausführung solcher Zeichnungsdokumente und der Herausgabe von vom Verwaltungsrat für dienlich erachteten Informationen) sowie einen Mindestzeichnungsbetrag, einen Mindestzeichnungsbetrag für nachfolgende Zeichnungen und/ oder einen Mindestbetrag für Kapitalverpflichtungen oder Beteiligungsquote bestimmen;

(d) Vorschriften über Zahlungsverzug, Nichterfüllung von Zahlungsverpflichtungen oder Eigentumsbeschränkungen in Bezug auf die Aktien bestimmen;

(e) Eine Zeichnungsgebühr für eine Klasse zu erheben, wobei dem Verwaltungsrat vorbehalten bleibt, ganz oder teilweise auf diese Zeichnungsgebühr zu verzichten;

(f) Das Eigentumsrecht an Aktien einer bestimmten Klasse auf bestimmte Personen oder juristische Personen beschränken;

(g) Beschließen, dass Zahlungen für Zeichnungen ganz oder teilweise an einem oder mehreren Handelstagen, Closing - oder Kapitalabrufdaten erfolgen müssen, an denen die Kapitalverpflichtung des Investors gegen Ausgabe von Aktien der betreffenden Klasse abgerufen wird.

7.4 Aktien werden zu dem Zeichnungspreis ausgegeben, dessen Berechnungsweise und die Häufigkeit der Berechnung für jede Aktienklasse im Memorandum festgelegt werden.

7.5 Ein vom Verwaltungsrat bestimmtes und im Memorandum angegebene Verfahren regelt die zeitliche Folge der Ausgabe von Aktien.

7.6 Die Gesellschaft kann den Aktionären anstatt der Zahlung von ausstehenden Ausschüttungsbeträgen jeweils nach den im Memorandum beschriebenen Verfahren und Bedingungen Aktien ausgeben.

7.7 Der Verwaltungsrat kann jeden seiner Mitglieder, einen Geschäftsführer der Gesellschaft, oder jeden anderen ordnungsgemäßen Vertreter der Gesellschaft dazu ermächtigen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu ausgegebene Aktien zu empfangen sowie die Aktien auszuliefern.

7.8 Die Gesellschaft kann nach ihrem eigenem Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien akzeptieren oder ablehnen.

7.9 Die Gesellschaft kann sich bereit erklären, Aktien gegen Einbringung einer Sacheinlage in Form von Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten auszugeben, sofern die Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte mit den Anlagezielen und -strategien der Gesellschaft im Einklang stehen und nicht gegen Luxemburger Recht verstoßen. Insbesondere muss ein Bewertungsbericht durch den Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erstellt werden.

7.10 Die Art und Weise der Zahlung für Zeichnungen wird für jede Klasse vom Verwaltungsrat bestimmt und im Memorandum näher ausgeführt.

8. Art. 8. Rücknahme von Aktien.

8.1 Soweit im Memorandum nichts Gegenteiliges vorgesehen ist, darf jeder Aktionär die Rücknahme aller oder einen Teil seiner Aktien durch die Gesellschaft an jedem Bewertungstag beantragen. Ein Bewertungstag ist ein Tag an dem der Nettoinventarwert (im Sinne von Artikel 12) einer bestimmten Klasse berechnet wird (der Bewertungstag), an dem Rücknahmeanfragen angenommen werden gemäß den Bedingungen des Memorandums. Rücknahmeanträge werden gemäß den durch den Verwaltungsrat im Memorandum beschriebenen Bedingungen und Vorgehensweisen und im Rahmen der Gesetzgebung und vorliegenden Satzung bearbeitet. Rücknahmen können, wie im Memorandum bestimmt, an einem oder mehreren Rücknahme- oder Bewertungstagen stattfinden, und Aktionäre können zu unterschiedlichen Rücknahmepreisen, deren Berechnung in Übereinstimmung mit dem Memorandum erfolgt, ausgezahlt werden.

8.2 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikel 12 dieser Satzung, wird der Rücknahmepreis per Aktie in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitraum, der nicht (soweit im Memorandum nichts Gegenteiliges vorgesehen ist) fünfundzwanzig (25) Geschäftstage ab dem entsprechenden Bewertungstag überschreiten darf, gemäß der aktuellen Politik des Verwaltungsrats.

8.3 Der Rücknahmepreis per Aktie für Aktien einer bestimmten Klasse entspricht dem Nettoinventarwert per Aktie der entsprechenden Klasse ggf. abzüglich Rücknahmegebühr zum entsprechenden Bewertungstag. Zusätzliche Gebühren können anfallen sollten Vertreter oder Zahlstellen in der Abwicklung eingebunden sein. Der entsprechende Rücknahmepreis kann, so wie vom Verwaltungsrat bestimmt, auf die nächste Einheit der Währung in der er ausgezahlt wird, auf- oder abgerundet werden.

8.4 Der chronologische Ablauf der Rücknahme der Aktien erfolgt nach einem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Memorandum beschriebenen Verfahren. Der Verwaltungsrat kann Bedingungen zur Rücknahme der Aktien aufsetzen, welche im Memorandum beschrieben werden, unter der Voraussetzung, dass der Verwaltungsrat, in besondere aber ohne Beschränkung, beschließen kann, dass die Rücknahmeanfrage nur nach einer vorausgehenden Kündigungsfrist bearbeitet werden kann, dass eine lock-up Frist bezüglich der Rücknahmeanfragen eingehalten werden muss, während der Rücknahmeanträge weder angenommen noch bearbeitet werden und dass bestimmte Rücknahmeanträge Vorrang zu anderen Rücknahmeanträgen haben (diese Bedingungen können ggf. auf Ebene einer bestimmten Klasse gelten) oder dass abhängig von der Liquidität des Vermögens der Gesellschaft, alle oder ein Teil der Rücknahmeanträge auf den nächsten Bewertungstag übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann die Frequenz der Rücknahme der Aktien aus jeglicher Klasse beschränken und darf, insbesondere, beschließen, dass alle Aktien einer Klasse nur an den im Memorandum festgelegten Bewertungstagen zurückgenommen werden dürfen.

8.5 Sollte an einem Bewertungstag oder an einem Zeitpunkt während eines Bewertungstags Rücknahmeanträge so wie sie es in diesem Artikel beschrieben sind ein, vom Verwaltungsrat in Bezug auf Aktien einer bestimmten Klasse, bestimmtes Niveau überschreiten, darf der Verwaltungsrat beschließen alle oder einen Teil der Rücknahmeanträge proportional für eine bestimmte Zeitspanne zu senken und in der Art und Weise in der der Verwaltungsrat es für nötig erachtet, im besten Interesse der Gesellschaft.

8.6 Der Verwaltungsrat kann, nach eigenem Ermessen (oder auf Anfrage eines Aktionärs), einwilligen einem (dem) Aktionär ganz oder teilweise eine Ausschüttung in Sachleistungen des Vermögens der Gesellschaft zukommen zu lassen anstelle einer Barauszahlung der Rücknahme. Der Verwaltungsrat wird diesem zustimmen, wenn er bestimmt, dass eine solche Transaktion den restlichen Aktionären der Gesellschaft nicht abträglich ist. Diese Rücknahme erfolgt zum Nettoinventarwert per Aktie der entsprechenden Klasse die der Aktionär zurückgibt, und wird demnach einen pro-rata Anteil des Vermögens der Gesellschaft darstellen, der der Klasse im Hinblick auf den Wert zusteht. Das Vermögen, das dem Aktionär übergeben werden soll, wird gemäß den Bedingungen des Memorandums bestimmt, mit Rücksicht auf die Anwendbarkeit der Übertragung des Vermögens und auf die Interessen der Gesellschaft und der restlichen Teilnehmer und auf den Aktionär. Die Auswahl, Bewertung und Übertragung des Vermögens obliegt der Prüfung und Genehmigung des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft. Alle Kosten einer solchen Übertragung von Vermögen werden vom Zessionar getragen.

8.7 Sämtliche zurückgenommenen Aktien werden gelöscht.

8.8 Alle Rücknahmeanträge von Aktien sind unwiderruflich, außer - in jedem Fall für die Dauer der Aussetzung - gemäß Artikel 13 dieser Satzung, wenn die Berechnung des Nettoinventarwerts oder die Rücknahme ausgesetzt wurde, wie es in diesem Artikel beschrieben wird. Ungeachtet des ersten Satzes dieses Artikels, darf die Gesellschaft dennoch, gemäß den Bedingungen des Memorandums, je nach Sachlage, Anfragen zur Widerrufung seines Antrages eines Aktionärs annehmen.

8.9 Insbesondere ist die Gesellschaft in den nachstehend genannten Fällen inter alia berechtigt, die Rücknahme von Aktien zu verlangen

- (a) die von einer Nicht-Qualifizierten Person (im Sinne von Artikel 11 dieser Satzung) gehalten werden;
- (b) im Falle der Liquidation oder Verschmelzung von Anteilklassen im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 25 dieser Satzung;
- (c) in anderen Fällen, im Einklang mit den Bestimmungen der betreffenden Zeichnungsvereinbarung, des Memorandums und dieser Satzung.

9. Art. 9. Umtausch von Aktien.

9.1 Sofern im Memorandum nichts anderes angegeben ist, sind Aktionäre nicht berechtigt, alle oder einen Teil ihrer Aktien einer Klasse in Aktien einer anderen Klasse einzutauschen.

9.2 Sofern ein Umtausch von Anteilen innerhalb der Klassen zulässig ist, gelten die im Memorandum für die einzelne Klasse für Umtauschtransaktionen festgelegten Bedingungen.

10. Art. 10. Übertragung von Aktien.

10.1 Jede Übertragung von Aktion wird durch eine schriftliche Übertragung über ein übliches oder einem anderen vom Verwaltungsrat erlaubten Formular durchgeführt und jedes Formular beinhaltet den vollen Namen und Adresse des Abtretenden und Erwerbers. Das Übertragungsmittel einer Aktie muss von oder im Namen des Abtretenden unterschrieben werden. Es wird angenommen, dass der Abtretende die Aktie in seinem Besitz behält bis der Name des Erwerbers im Aktienregister eingetragen ist.

10.2 Die Eintragung der Übertragung kann zu den Zeitpunkten und für eine Dauer, die der Verwaltungsrat bestimmt ausgesetzt werden.

11. Art. 11. Eigentumsbeschränkungen.

11.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an Aktien durch eine natürliche oder juristische Person einzuschränken,

- (a) wenn nach Ansicht der Gesellschaft ein solcher Aktienbesitz der Gesellschaft schaden würde;
- (b) wenn der Aktienbesitz eines Anlegers allein oder zusammen mit dem gleich gelagerten Aktienbesitz anderer Anleger dazu führen würde, dass die Gesellschaft verpflichtet ist, Aktien nach ausländischem (d.h. nicht Luxemburger) Recht zu registrieren (und zwar insbesondere gemäß dem US Securities Act und dem US Investment Company Act); oder
- (c) wenn das Eigentum zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde, die für die betreffende natürliche oder juristische Person selbst oder für die Gesellschaft gilt (unabhängig davon, ob es sich um Luxemburger oder ausländisches Recht handelt (und einschließlich Gesetzen und Vorschriften zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung));
- (d) wenn der Gesellschaft durch das Aktieneigentum steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären;
- (e) wenn der Aktienbesitz dazu führen würde dass eine US Person Nutzungsberechtigter der Anteile der Gesellschaft wird;

(Diese natürlichen oder juristischen Personen werden vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als Nicht-Qualifizierte Personen definiert.) Eine natürliche oder juristische Person die sich nicht als Qualifizierte Person qualifiziert wird als Nicht-Qualifizierte Person angesehen.

11.2 Sollte sich herausstellen, dass ein Anteilinhaber eine Nicht-Qualifizierte Person ist, ist die Gesellschaft nach ihrem alleinigen Ermessen berechtigt:

- (a) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder
- (b) die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist, jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen gemäß Artikel 10 dieser Satzung; und/oder
- (c) zwangsweise alle von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Anteile zu einem Preis zurückzunehmen, der auf dem zuletzt berechneten Nettoinventarwert basiert, abzüglich einer Strafgebühr, die nach dem alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates entweder (i) 50% des gültigen Preises oder (ii) den der Gesellschaft aufgrund des Anteilbesitzes durch die Nicht-Qualifizierte Person entstehenden Kosten (einschließlich sämtlicher Kosten im Zusammenhang mit der Zwangsrücknahme) entspricht.

12. Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

12.1 Für die Gesellschaft und jede Aktienklasse wird der Nettoinventarwert im Einklang mit luxemburgischem Recht, der Satzung und dem Memorandum an jedem Bewertungstag bestimmt (der Nettoinventarwert). Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der Euro.

Berechnung des Nettoinventarwertes

12.2 Der Nettoinventarwertes für jede Klasse wird in der im Spezifischen Teil des Memorandums festgelegten Referenzwährung der Klasse nach Treu und Glauben in Luxemburg an jedem im Memorandum definierten Bewertungstag (Bewertungstag) berechnet.

12.3 Die Zentralverwaltungsstelle der Gesellschaft berechnet den Nettoinventarwert je unter der Aufsicht der Gesellschaft wie folgt: jede Klasse ist an der Gesellschaft entsprechend der ihr zurechenbaren Portfolio- und Ausschüttungsrechte beteiligt. Der Gesamtnettoinventarwert, der einer Klasse an einem Bewertungstag zuzurechnen ist, entspricht dem Gesamtwert der Portfolio- und Ausschüttungsrechte, die dieser Klasse an dem betreffenden Bewertungstag zuzurechnen sind, abzüglich der Verbindlichkeiten dieser Klasse an dem Bewertungstag.

12.4 Für Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes je Anteilklasse wird der Nettoinventarwert jeder Anteilklasse wie folgt bestimmt:

(a) Der Wert aller Vermögenswerte der Gesellschaft, die der betreffenden Anteilklasse gemäß den Satzungsbestimmungen zuzuordnen sind, abzüglich

(b) sämtlicher Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die der jeweiligen Anteilklasse gemäß den Satzungsbestimmungen zuzuordnen sind, sowie sämtlicher der betreffenden Anteilklasse zuzurechnender Gebühren, die an dem jeweiligen Bewertungstag aufgelaufen aber noch nicht bezahlt sind.

12.5 Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird wie folgt bestimmt:

(a) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und bei Sicht fälligen Schuldscheinen sowie Forderungen, transitorischen Aktiva und erklärten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Barausschüttungen und Zinsen wird in Höhe des jeweiligen Nennbetrages angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Betrag in voller Höhe vereinnahmt wird; in diesem Fall erfolgt ein Abschlag in der Höhe, die im Hinblick auf den wahren Wert des betreffenden Vermögenswertes angemessen ist;

(b) Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind bzw. gehandelt werden, sind auf der Basis ihres zuletzt verfügbaren Kurses der Börse zu bewerten, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist;

(c) Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die an einem anderen geregelten Markt (so wie im Memorandum bestimmt) gehandelt werden, sind auf der Basis ihres zuletzt verfügbaren Kurses zu bewerten.

(d) Sollten Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente an keiner Börse oder geregeltem Markt notiert oder gehandelt werden, oder wenn hinsichtlich Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die an einer Börse oder einem anderen geregeltem Markt notiert oder gehandelt werden, der Preis der nach den Punkten (b) oder (c) ermittelt wurde, nicht dem fairen Marktwert der entsprechenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumenten entspricht, wird der Wert dieser Wertpapiere oder des fairen Marktwerts erstellt.

(e) Der Verkaufswert von Futures, Spots, Forward- oder Optionsverträge die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregeltem Markt gehandelt werden wird gemäß der vom Verwaltungsrat erstellten Politik auf einer regelmäßig für die verschiedenen Vertragsarten angewandten Basis erstellt. Der Verkaufswert von Futures, Spots, Forward- oder Optionsverträge die an einer Börse oder an einem anderen geregeltem Markt gehandelt werden auf Basis des zuletzt verfügbaren Preises dieser Verträge an der Börse oder anderem geregeltem Markt auf welchem dieses Futures, Spot, Forward- oder Optionsverträge gehandelt werden, sofern dass sollten die Futures, Spot, Forward- oder Optionsverträge nicht an dem Tag verkauft werden an dem der Nettoinventarwert erstellt wird, die Basis für den Verkaufswert eines solchen Vertrags der Verkaufswert ist, den der Verwaltungsrat als fair und gerecht erachtet.

(f) Aktien oder Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden auf Basis des letzten ermittelten und verfügbaren Nettoinventarwerts (sei er endgültig oder geschätzt), der vom Verwalter eines solchen OGAs zur Verfügung gestellt wird, sofern wenn Ereignisse (inbegriffen und ohne Beschränkung auf eingefordertes Kapital Ausschüttungen oder Rücknahmen die durch den unterliegenden Fonds und einem oder mehrere unterliegenden Anlagen gemacht wurden, so wie alle wichtige Ereignisse oder Entwicklungen die entweder die unterliegenden Anlagen oder die unterliegenden Fonds selber betreffen), eingetreten sind, die zu einer wesentlichen Änderung im Nettoinventarwert der Aktien und Anteile seit dem Datum an dem die letzte Nettoinventarwertberechnung erstellt wurde, geführt haben, der Wert der Aktien oder Anteile angepasst werden darf um diese Änderung, nach Ansicht des Verwaltungsrats widerzuspiegeln oder sollte ihr Preis nicht verfügbar sein, kann ein geschätzter Nettoinventarwert vom Anlageverwalter auch angenommen werden, sollte dieser Preis nicht den angemessenen Marktpreis dieses Vermögens widerspiegeln, wird der Preis vom Verwaltungsrat geschätzt.

(g) alle anderen Wertpapiere und zulässigen Vermögenswerte, werden zum angemessenen Marktwert (fair market value), der gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren nach Treu und Glauben bestimmt wird, bewertet.

(h) Geldmarktinstrumente mit einer restlichen Laufzeit von neunzig tagen oder weniger die im Besitz der Gesellschaft sind, werden mittels der Kostenamortisationsmethode bewertet, welche deren Marktwert schätzt.

12.6 Der Nettoinventarwert jedes Bewertungstages wird den Anlegern am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt, sobald er endgültig bestimmt wurde, in jedem Fall jedoch innerhalb einer Woche nach dem betreffenden Bewertungstag.

12.7 Vermögenswerte, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung der jeweiligen Anteilklasse lauten, werden zum letzten verfügbaren Referenzwechsellkurs am Interbankenmarkt in die Referenzwährung umgetauscht. Steht dieser Kurs nicht zur Verfügung, wird der Wechselkurs nach dem Grundsatz von Treu und Glauben durch die Gesellschaft bestimmt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf die nächste ganze Einheit der Währung, in der die Berechnung des Nettoinventarwertes für die betreffende Aktie erfolgt, auf- oder abgerundet werden.

12.8 Für die Zwecke dieses Artikels werden,

(a) von der Gesellschaft auszugebende Aktien ab dem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt an dem Bewertungstag, für den die Bewertung erfolgt, als in Umlauf befindlich behandelt; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Eingang bei der Gesellschaft wird der Preis für diese Aktien zu den Vermögenswerten der Gesellschaft verbucht;

(b) (etwaige) zurückzunehmende Aktien der Gesellschaft bis zu dem für die Rücknahme vorgesehenen Tag als bestehende Aktien berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft gelten sie als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(c) sämtliche Anlagewerte, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen als die Referenzwährung der betreffenden Anteilklasse lauten, unter Berücksichtigung des bzw. der im Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes je Anteil geltenden Marktwechsellkurse(s) bewertet; und

(d) bei Bestehen einer vertraglichen Verpflichtung der Gesellschaft an einem Bewertungstag:

(i) zum Kauf eines Vermögenswertes, der Wert der für diesen Vermögenswert zu zahlenden Gegenleistung als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert der Gesellschaft verbucht;

(ii) zum Verkauf eines Vermögenswertes, der Wert der für diesen Vermögenswert zu erhaltenden Gegenleistung zu den Vermögenswerten der Gesellschaft verbucht und der zu liefernde Vermögenswert nicht länger als Vermögenswert der Gesellschaft verbucht;

dies gilt jedoch mit der Maßgabe, dass, falls der genaue Wert oder die Art der Gegenleistung oder des Vermögenswertes am betreffenden Bewertungstag nicht bekannt sind, dieser Wert vom Verwaltungsrat geschätzt wird.

Zuweisung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten

12.9 Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft werden wie folgt zugewiesen:

(a) Erlöse, die aus der Ausgabe von Aktien einer Klasse vereinnahmt werden, werden in den Büchern der Gesellschaft der betreffenden Klasse verbucht;

(b) ist ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert hervorgegangen, wird dieser Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse zugewiesen wie der Vermögenswert, aus dem er hervorgegangen ist, und bei jeder Neubewertung dieses Vermögenswertes wird der Wertanstieg bzw. die Wertminderung der betreffenden Aktienklasse zugeordnet;

(c) entsteht der Gesellschaft eine Verbindlichkeit in Bezug auf einen Vermögenswert einer bestimmten oder mehrerer bestimmter Aktienklassen bzw. im Zusammenhang mit für einen Vermögenswert einer bestimmten Aktienklasse oder bestimmter Aktienklassen vorgenommenen Handlungen, wird diese Verbindlichkeit der bzw. den betreffenden Aktienklasse/n zugewiesen;

(d) sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner einzelnen Klasse zugerechnet werden kann, wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit sämtlichen Klassen anteilig im Verhältnis ihrer jeweiligen Nettoinventarwerte oder in einer anderen vom Verwaltungsrat in gutem Glauben festgelegten Art und Weise zugeteilt. Hierfür gilt jedoch Folgendes: (i) wenn Vermögenswerte mehrerer Klassen in einem Konto verwahrt und/ oder zusammen als ein getrenntes Pool von Vermögenswerten von einem Beauftragten der Gesellschaft verwaltet werden, entspricht das entsprechende Recht der Klasse dem proportionalen Anteil aus der Beteiligung der betreffenden Klasse an dem betreffenden Konto oder Pool; (ii) dieses Recht variiert gemäß den Beteiligungen und Abhebungen, die für die Klasse gemäß Memorandum getätigt werden und (iii) sämtliche Verbindlichkeiten, unabhängig ihrer Zugehörigkeit zu einer Klasse sind für die Gesellschaft verbindlich, es sei denn es bestehen gegenteilige Vereinbarungen mit den Gläubigern;

(e) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Klasse verringert sich der Nettoinventarwert dieser Klasse um den Betrag dieser Ausschüttungen.

Allgemeine Regeln

12.10 Sämtliche Bewertungsvorschriften und Wertermittlungen unterliegen Luxemburger Recht und sind entsprechend auszulegen.

12.11 Zur Klarstellung: die Bestimmungen dieses Artikel 12 dienen der Ermittlung des Nettoinventarwertes pro Aktie; eine Auswirkung auf die buchhaltungstechnische oder sonstige rechtliche Behandlung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien ist nicht beabsichtigt.

12.12 Der Nettoinventarwert pro Aktie jeder Klasse wird den Aktionären am eingetragenen Sitz der Gesellschaft und in den Geschäftsräumen der Zentralverwaltungsstelle zur Verfügung gestellt. Die Gesellschaft kann die Veröffentlichung dieser Angaben in der Referenzwährung jeder Aktienklasse sowie in jeder anderen Währung nach dem Ermessen des Verwaltungsrates in führenden Finanzzeitungen veranlassen. Die Gesellschaft übernimmt keine Haftung für Fehler oder Verzögerungen bei der Veröffentlichung bzw. Nicht-Veröffentlichung der Aktienpreise.

13. Art. 13. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes.

13.1 Die Gesellschaft ist jederzeit berechtigt, die Bestimmung des Nettoinventarwertes der Anteile und/oder, die Ausgabe von Anteilen an die Zeichner, die Rücknahme von Anteilen von seinen Anteilhabern sowie den Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse auszusetzen:

(a) wenn eine/r oder mehrere der Börsen oder Märkte, die für die Bewertung eines wesentlichen Teils der Vermögenswerte der Gesellschaft maßgeblich sind, oder einer oder mehrere der ausländischen Devisenmärkte für die Währung, auf die ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft lautet, (außer an Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel an diesen eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder Umstände, die außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Verwaltungsrates liegen, die Verfügung über Vermögenswerte der Gesellschaft nicht in angemessener oder üblicher Weise möglich ist, bzw. den Interessen der Aktionäre in erheblichem Maße schaden würde;

(c) im Falle eines Ausfalls der gewöhnlich für die Bewertung von Anlagen der Gesellschaft verwendeten Kommunikationswege oder falls aus einem Grund, für den der Verwaltungsrat nicht verantwortlich ist, der Wert eines Vermögenswertes der Gesellschaft nicht so schnell und präzise wie erforderlich bestimmt werden kann;

wenn die Erstellung des Nettoinventarwertes des, und/oder das Recht der Anleger zur Rücknahme in einem oder mehreren unterliegenden Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Vermögens der Gesellschaft ausmachen, ausgesetzt ist;

(d) wenn aufgrund von Devisenbeschränkungen oder sonstigen den Zahlungsverkehr beeinträchtigenden Beschränkungen Transaktionen namens der Gesellschaft unmöglich werden oder Käufe und Verkäufe von Vermögenswerten der Gesellschaft nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden können;

(e) wenn aus irgendeinem Grund die Preise oder Kurse der Anlagewerte die im Besitz der Gesellschaft sind nicht zeitnah oder präzise bestimmt werden können.

13.2 Eine solche Aussetzung kann von der Gesellschaft in der von ihr als angemessen angesehenen Form denjenigen Personen mitgeteilt werden, die wahrscheinlich von der Aussetzung betroffen sein werden. Die Gesellschaft setzt die eine Rücknahme beantragenden Aktionäre von der Aussetzung in Kenntnis.

13.3 Die Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien, die Ausgabe von Aktien einer Klasse an Zeichner und die Rücknahme von Aktien für Aktionäre können auch in dem Fall - und ab dem Zeitpunkt - ausgesetzt werden, in dem eine Mitteilung veröffentlicht wird, mit der eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließen soll, einberufen wird.

14. Art. 14. Verwaltungsrat.

14.1 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung bestellt. Ihr Mandat darf sechs Jahre nicht übersteigen. Die Hauptversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jeder Zeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Aktionäre gewählt, welche bei der Hauptversammlung die Anzahl, die Vergütung und die Dauer des Mandats der Verwaltungsratsmitglieder bestimmen.

14.2 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft (die Juristische Person) bestellt, muss diese einen permanenten Vertreter (der Vertreter) bestimmen, welcher diese Funktion in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausüben wird. Der Vertreter unterliegt ungeachtet der gemeinsamen Haftung von ihm und der juristischen Person den gleichen Voraussetzungen und Pflichten und haftet im gleichen Umfang wie wenn er die Funktion im eigenen Namen und für eigene Rechnung ausführen würde. Die juristische Person kann nur bei gleichzeitiger Ernennung eines neuen permanenten Vertreters den bisherigen Vertreter aus seiner Funktion entlassen.

14.3 Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch einen Mehrheitsbeschluss der bei der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gewählt.

14.4 Die Hauptversammlung kann durch Beschluss ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen oder ersetzen.

14.5 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Die nächstfolgende Hauptversammlung hat ein neues Verwaltungsratsmitglied zu bestimmen.

15. Art. 15. Verwaltungsratssitzungen.

15.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssit-

zungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

15.2 Der Vorsitzende des Verwaltungsrats bzw. sein Stellvertreter steht jeder der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Aktionäre vor. In seiner Abwesenheit wird die Hauptversammlung beziehungsweise der Verwaltungsrat eine andere Person als Vorsitzenden pro tempore durch die Mehrheit der Stimmenanzahl der Anwesenden oder Vertretenen bei dieser Hauptversammlung wählen.

15.3 Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden zusammen.

15.4 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens zwei (2) Werktage vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung. In Dringlichkeitsfällen jedoch kann von dieser schriftlichen Einladung abgesehen werden. Ein solches Einberufungsschreiben ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dazu seine Zustimmung schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Übertragungsmöglichkeiten gegeben hat. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist auch nicht notwendig für eine Versammlung des Verwaltungsrats, die zu einer Stunde und an einem Ort abgehalten wird, welche in einer Entscheidung, die vorher durch den Verwaltungsrat angenommen wurde, festgelegt sind.

15.5 Die Sitzung ist ordnungsgemäß abgehalten, wenn sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

15.6 Die Verwaltungsratssitzungen finden an den im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, Tag und Uhrzeit statt.

15.7 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Versammlung des Verwaltungsrats teilhaben, indem es schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

15.8 Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder müssen jedoch bei einer Verwaltungsratssitzung anwesend sein.

15.9 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich und die Sitzung gilt als am Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten.

15.10 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung nicht das entscheidende Stimmrecht zu.

15.11 Die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterschriebenen Beschlüsse sind gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Versammlung getroffen werden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehrere Kopien gemacht werden und können durch Brief oder Telefax nachgewiesen werden.

15.12 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an das Protokoll geheftet. Die Protokolle werden am Gesellschaftssitz verwahrt.

15.13 Kopien oder Auszüge der Protokolle, welche als Beweismittel in rechtlichen Verfahren oder in sonstiger Weise vorgewiesen werden, müssen vom Vorsitzenden oder von zwei anderen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

15.14 Verträge oder andere Transaktionen, welche die Gesellschaft mit anderen Gesellschaften, Firmen oder anderen Einheiten abschließen kann, werden nicht durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönliche Interessen an diesen anderen Gesellschaften, Firmen oder anderen Einheiten haben, oder dass sie selbst Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, Bevollmächtigte oder Angestellte dieser anderen Gesellschaften, Firmen oder anderen Einheiten sind. Verwaltungsratsmitglieder, oder Bevollmächtigte der Gesellschaft, die Verwaltungsratsmitglied, Bevollmächtigter oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft, Firma oder Einheit sind, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abgeschlossen hat oder in einer anderen Geschäftsbeziehung steht, sind durch diese Zugehörigkeit nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

15.15 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Ein Bericht über diesen Interessenkonflikt muss bei der nächsten jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre (die jährliche Hauptversammlung) erstattet werden.

15.16 Der vorstehende Paragraph gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die im Rahmen der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft und zu marktüblichen Bedingungen getroffen werden.

16. Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats.

16.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche

Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch die geltenden Gesetze oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

17. Art. 17. Rechtsverbindliche Unterzeichnung der Gesellschaft. Durch die gemeinschaftliche Unterzeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterzeichnung von hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigten Personen wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

18. Art. 18. Übertragung von Befugnissen.

18.1 Der Verwaltungsrat kann an Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft oder andere natürliche Personen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sein müssen, die Ausübung der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft im Rahmen der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftszwecks unter seiner Aufsicht übertragen. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmte Befugnisse an einen Ausschuss übertragen, der sich aus vom Verwaltungsrat bestimmten Personen zusammensetzt. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass die Mehrheit der Mitglieder dieses Ausschusses Verwaltungsratsmitglieder sind. Zur Ausübung der dem Ausschuss übertragenen Befugnisse sind Sitzungen des Ausschusses nur dann zwingend notwendig, wenn die Mehrheit der anwesenden Personen Verwaltungsratsmitglieder sind.

18.2 Der Verwaltungsrat ist dazu berechtigt, Sondervollmachten auszustellen.

19. Art. 19. Investment Manager.

19.1 Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte im Rahmen der Vorgaben und Beschränkungen im Memorandum betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Investment Manager bezeichnet).

19.2 Jeder Investment Manager kann gemäß den Vorschriften des Investment Management Vertrages durch Beschluss des Verwaltungsrates aus seiner Funktion entlassen werden.

20. Art. 20. Haftungsfreistellung.

20.1 Sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates und des Verwaltungsrates des Investment Managers, der Investment Manager, der Sponsoren und ihre verbundenen Personen, sowie deren jeweilige Mitglieder der Geschäftsführung und des Verwaltungsrates unmittelbare und mittelbare Gesellschafter, Teilhaber, Beauftragte, Partner und Mitarbeiter (nachstehend jeweils ein Freistellungsberechtigter) haben Anspruch auf Freistellung aus dem Vermögen der Gesellschaft (inbegriffen returns und Ausschüttungen) für sämtliche Verbindlichkeiten, Kosten und Aufwendungen (einschließlich Kosten für Rechtsberatung in angemessener Höhe), Schadenersatz, Verluste, gerichtliche, behördliche und administrative Untersuchungen und sonstige Verfahren und Klagen, die diesen Freistellungsberechtigten entstehen, an denen sie beteiligt oder die ihnen gegenüber angedroht werden, und zwar aufgrund, im Zusammenhang oder in Verbindung mit bzw. infolge ihrer früheren oder derzeitigen Eigenschaft oder Tätigkeit als Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder des Investmentmanagers für die Gesellschaft, oder aufgrund, im Zusammenhang oder in Verbindung mit oder infolge von Angelegenheiten oder Umständen, die mit der Ausübung ihrer Befugnisse im Rahmen ihrer derzeitigen oder früheren Tätigkeit als Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder des Investmentmanagers, der Erbringung von Dienstleistungen für oder in Bezug auf die Gesellschaft oder gemäß einer Verwaltungsvereinbarung oder sonstigen auf die Gesellschaft bezogenen Vereinbarungen oder anderweitig im Zusammenhang oder in Verbindung mit der Geschäftstätigkeit oder den sonstigen Aktivitäten der Gesellschaft zusammenhängen oder sich daraus ergeben, mit der Maßgabe, dass im Falle von Handlungen oder Versäumnissen eines Freistellungsberechtigten, die als Betrug, vorsätzliches Fehlverhalten, rücksichtslose Pflichtverletzung oder grobe Fahrlässigkeit einzustufen sind, kein Freistellungsberechtigter Anspruch auf eine solche Freistellung hat.

20.2 Die Gesellschaft kann jedoch, soweit dies angemessen erscheint, zugunsten einer oder mehrerer Freistellungsberechtigter eine Berufs- oder D&O-Haftpflichtversicherung (Haftpflichtversicherung für Führungskräfte) oder eine sonstige Haftpflichtversicherung abschließen.

21. Art. 21. Interessenkonflikt.

21.1 Verträge oder andere Transaktionen, welche die Gesellschaft mit anderen Gesellschaften oder abschließen kann, werden nicht durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönliche Interessen an diesen anderen Gesellschaften, Firmen oder anderen Einheiten haben oder dass sie selbst Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, Bevollmächtigte oder Angestellte dieser anderen Gesellschaften, Firmen oder anderen Einheiten sind.

21.2 Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft, die Verwaltungsratsmitglied, Bevollmächtigter oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft, Firma oder Einheit sind, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abgeschlossen hat oder in einer anderen Geschäftsbeziehung steht, sind durch diese Zugehörigkeit nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

21.3 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Ein Bericht über diesen Interessenkonflikt muss bei der nächsten

jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre erstattet werden. Der vorgenannte Begriff "Interessenkonflikt" beinhaltet nicht Geschäftsbeziehungen mit oder ohne Zusammenhang zu Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, bei welchen der Investment Manager, die Depotbank oder jede andere vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit nach seinem Ermessen bestimmte natürliche Person, Gesellschaft oder andere juristische Person involviert sind.

21.4 Der vorstehende Paragraph gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die im Rahmen der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft und zu marktüblichen Bedingungen getroffen werden.

22. Art. 22. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.

22.1 Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik der Gesellschaft, (ii) die Hedging-Strategien, die in Bezug auf bestimmte Klassen angewendet werden und (iii) die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat im Memorandum bestimmten Anlagebefugnisse und -beschränkungen sowie im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

22.2 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, Beschränkungen gemäß dem Gesetz von 2007 festzulegen, die von Zeit zu Zeit auf die Anlagen der Gesellschaft anwendbar sind. Insbesondere kann der Verwaltungsrat Beschränkungen in Bezug auf folgende Anlagen uneingeschränkt festlegen:

- (a) Kreditverbindlichkeiten der Gesellschaft und die Verpfändung ihrer Vermögenswerte; und
- (b) den Höchstprozentsatz an Vermögenswerten der Gesellschaft, der in einen einzelnen zugrunde liegenden Vermögenswert investiert werden kann sowie den Höchstprozentsatz in Bezug auf jede Art von Investment, das die Gesellschaft erwerben kann.

22.3 Der Verwaltungsrat kann im besten Interesse der Gesellschaft und gemäß den im Memorandum näher beschriebenen Vorschriften bestimmen, dass sämtliche oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft auf getrennter Basis mit anderen Vermögenswerten anderer Aktionäre, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds verwaltet werden.

23. Art. 23. Wirtschaftsprüfer.

23.1 Die in den Jahresberichten der Gesellschaft angegebenen Buchhaltungsdaten werden durch einen von der Hauptversammlung bestellten Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'entreprises agréé*) überprüft. Der Wirtschaftsprüfer erhält für seine Tätigkeit eine Vergütung von der Gesellschaft.

23.2 Der Wirtschaftsprüfer unterliegt den Vorschriften des Gesetzes von 2007.

24. Art. 24. Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft.

24.1 Die ordnungsgemäß konstituierte Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, unabhängig von den von diesen gehaltenen Aktien und Aktienklassen. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu bestätigen.

24.2 Die Hauptversammlung wird auf Einberufung des Verwaltungsrats abgehalten. Eine Hauptversammlung muss außerdem vom Verwaltungsrat einberufen werden, falls er hierzu die schriftliche Aufforderung von Aktionären erhält, die mindestens ein Zehntel des Aktienkapitals repräsentieren. Die Tagesordnung der Hauptversammlung muss in diesem Fall von den betreffenden Aktionären angezeigt werden.

24.3 Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre wird am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in der Gemeinde ihres Gesellschaftssitzes, der in der Einberufungsnotiz festgelegt wird, am letzten Freitag im Monat April eines jeden Jahres um 15.00 Uhr oder zu jeder anderen, in der Einberufungsnotiz festgelegten Zeit, abgehalten.

24.4 Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie sie in der Einberufung zur jeweiligen Versammlung angegeben sind.

24.5 Eine Mitteilung über jede Hauptversammlung geht an Namensaktionäre per Einschreiben oder Kurier spätestens acht Kalendertage vor dem jeweiligen Versammlungstermin an ihre im Aktienregister der Gesellschaft registrierte Adresse zu. Bei der Hauptversammlung muss kein Nachweis über den tatsächlichen Erhalt dieser Einladungsschreiben durch die Aktionäre geliefert werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat erstellt. Wurde die Hauptversammlung auf schriftliche Aufforderung der Aktionäre einberufen, erstellen die betreffenden Aktionäre die Tagesordnung. Der Verwaltungsrat kann in diesem Fall eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

24.6 Soweit nur Namensaktien ausgegeben sind und keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

24.7 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

24.8 Der Verwaltungsrat kann die weiteren, von den Aktionären für die Teilnahme an der Hauptversammlung zu erfüllenden, Voraussetzungen festlegen.

24.9 Die von der Hauptversammlung getätigten Geschäfte beschränken sich auf die in der Tagesordnung angegebenen Geschäfte sowie mit diesen verbundenen Transaktionen.

24.10 Jede Aktie ist nach Luxemburger Recht und dieser Satzung mit einem Stimmrecht verbunden. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung von einem hierzu von ihm schriftlich bevollmächtigten Vertreter, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss, vertreten lassen.

24.11 Sofern das Gesetz oder die vorliegenden Statuten nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

25. Art. 25. Liquidation und Fusion Einer Aktienklasse.

25.1 Wenn das Vermögen einer Aktienklasse unter einen Betrag fällt oder einen Betrag erreicht, der vom Verwaltungsrat als ein Mindestvermögen für die betreffende Aktienklasse bestimmt wurde, der eine wirtschaftlich effiziente und sinnvolle Verwaltung der Aktienklasse nicht länger zulässt oder wenn eine wesentliche Änderung der wirtschaftlichen, politischen oder finanziellen Situation oder eine wirtschaftliche Rationalisierungsmaßnahme diese Liquidation rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat entscheiden, sämtliche Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) zum Nettoinventarwert pro Aktie (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Preise der Realisierung von Anlagen sowie der Kosten im Rahmen der Realisierung), der am Tag der Wirksamkeit einer solchen Entscheidung berechnet wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft übersendet den Inhabern der betreffenden Aktien vor dem Tag, an dem die Zwangsrücknahme wirksam wird, eine Mitteilung, in der die Gründe für die Rücknahme und das Rücknahmeverfahren erklärt werden. Die Inhaber von Namensaktien werden schriftlich informiert.

25.2 Zeichnungsanträge werden ab dem Zeitpunkt der Bekanntgabe der Auflösung, der Fusion oder der Übertragung der betreffenden Klasse ausgesetzt.

25.3 Vermögenswerte, die nach Umsetzung der Rücknahme nicht an die Aktionäre ausgezahlt werden konnten, werden für einen Zeitraum von sechs Monaten nach Abschluss bei einer Bank oder einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner geänderten Fassung (die Depotbank) hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden diese Gelder bei der Caisse de Consignation für Rechnung der berechtigten Aktionäre hinterlegt.

25.4 Sämtliche zurückgenommenen Aktien werden gelöscht.

26. Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

27. Art. 27. Ausschüttungen.

27.1 Die Hauptversammlung wird auf der Grundlage eines Vorschlags des Verwaltungsrates im Rahmen des geltenden Rechts für die Gesellschaft über die Verwendung der Nettoanlageerträge in Bezug auf jede bestehende Klasse beschließen. Die Hauptversammlung kann die Zahlung von Ausschüttungen selbst bestimmen oder dem Verwaltungsrat die Bestimmung der Ausschüttungen genehmigen, soweit der Nettoinventarwert der Gesellschaft zu jeder Zeit nach erfolgter Ausschüttung mehr als einem 1.250.000 EUR entsprechenden Betrag in US-Dollar entspricht. Ausschüttungen können bar oder in Form von Aktien ausgezahlt werden. Ausschüttungen können durch Rücknahmen von Aktien erfolgen.

27.2 Zahlungen erfolgen in der Referenzwährung der betreffenden Aktienklasse. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten der betreffenden Klasse.

27.3 Ausschüttungen erfolgen in der vom Verwaltungsrat bestimmten Währung und in der Zeit und am Ort, wie vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegt.

27.4 Auf von der Gesellschaft angekündigte Ausschüttungen erfolgen keine Zinszahlungen, wenn die Gesellschaft den Ausschüttungsbetrag für den Begünstigten verwahrt.

28. Art. 28. Verwahrstelle.

28.1 In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank oder einer anderen Einrichtung für Spareinlagen im Sinne des Gesetzes von 2007 in seiner geänderten Fassung (Depotbank) abschließen, welche gegenüber der Gesellschaft und deren Aktionäre die Verpflichtungen aus dem Gesetz von 2007 übernimmt. Die Depotbankvergütung wird im Depotbankvertrag festgelegt.

28.2 Kündigt die Depotbank an, dass sie ihre Funktion nicht mehr ausüben will, wird der Verwaltungsrat alle Maßnahmen ergreifen um innerhalb von zwei Monaten ab Wirksamkeitsdatum der Mitteilung über die Beendigung des Depotbankvertrages eine neue Depotbank als Nachfolger zu finden. Der Verwaltungsrat kann den Depotbankvertrag beenden. Die Depotbank bleibt jedoch solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis eine neue Depotbank als Nachfolger bestellt wurde.

29. Art. 29. Liquidation der Gesellschaft.

29.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss einer Hauptversammlung aufgelöst werden; für diese Versammlung gelten die in dieser Satzung niedergelegten Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und zum Quorum.

29.2 Im Falle einer freiwilligen Liquidation besteht die Gesellschaft nach ihrer Auflösung für Zwecke der Liquidation weiter fort. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Liquidatoren geführt, die nach Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde durch eine Hauptversammlung bestellt werden, welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

29.3 Sollte die Gesellschaft freiwillig liquidiert werden, erfolgt ihre Liquidation im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 1915. Der Liquidationsbericht der Liquidatoren wird von den Wirtschaftsprüfern oder einem durch die Hauptversammlung bestellten externen Ad-hoc-Wirtschaftsprüfer geprüft.

29.4 Im Falle der Zwangsliquidation der Gesellschaft gelten ausschließlich die Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

29.5 Fällt das Gesamtnetovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals (d. h. 1.250.000 EUR), hat der Verwaltungsrat einer Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen; für die Beschlussfähigkeit dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanwesenheit erforderlich und Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der auf der Versammlung vertretenen Anteile gefasst.

29.6 Fällt das Gesamtnetovermögen der Gesellschaft unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, hat der Verwaltungsrat einer Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen; für die Beschlussfähigkeit dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanwesenheit erforderlich. Der Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft kann von Anlegern gefasst werden, die ein Viertel der auf der Versammlung vertretenen Anteile halten.

29.7 Die Versammlung ist so einzuberufen, dass sie innerhalb von vierzig Tagen ab dem Datum der Feststellung abgehalten wird, dass das Nettovermögen unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals gefallen ist.

29.8 Die Ausgabe neuer Anteile durch die Gesellschaft wird an dem Datum der Veröffentlichung der Mitteilung über die Hauptversammlung, die über die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschließen soll, eingestellt. Der Liquidationserlös der Gesellschaft wird, nach Abzug sämtlicher Liquidationskosten, durch die Liquidatoren auf die Anteilinhaber jeder Klasse anteilig im Verhältnis ihrer jeweiligen Beteiligung aufgeteilt. Beträge, die am Ende des Liquidationsverfahrens durch die Anleger nicht geltend gemacht wurden, werden im Einklang mit Luxemburger Recht bei der Caisse de Consignation in Luxemburg bis zum Ablauf der gesetzlichen Fristen hinterlegt.

30. Art. 30. Satzungsänderung. Die Vorschriften dieser Satzung können durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, die den Bedingungen betreffend das Quorum und die Stimmzahlen nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das Gesetz von 1915) unterworfen ist, abgeändert werden.

31. Art. 31. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 hat das Gesetz von 2007 Vorrang.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahr 2010 statt.

Zeichnung

Nachdem die Satzung der Gesellschaft somit erstellt wurde, zeichnet die erschienene Partei 310 (dreihundertzehn) Aktien der Gesellschaft, welche das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentieren.

Die Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von 31.000 EUR (einunddreißigtausend Euro) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichnenden Notar vor.

Erklärung - Kosten

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich. Weiterhin bestätigt der amtierende Notar, dass die Vorschriften des Artikel 27 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen in beliebiger Form, die von der Gesellschaft bei ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf rund EUR 7.000,- geschätzt.

Beschlüsse

Die vorstehend genannte Partei, die das vollständig gezeichnete Kapital vertritt, hat die nachstehenden Beschlüsse gefasst:

- (1) Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgesetzt;
- (2) Folgende Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:
 - Herr Georg Wessling, Generaldirektor, Harcourt Investment Consulting AG, geboren am 18. September 1964 in Cloppenburg beruflich ansässig in Stampfenbachstr. 48, CH-8006 Zürich;
 - Herr Luc de Vet, Generaldirektor, Citco (Luxembourg) S.A., geboren am 28. Juni 2009 in s'Hertogenbosch, Niederlande, beruflich ansässig in Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - Herr Michael M. Vareika, Generaldirektor, European Fund Services S.A., geboren am 24. Mai 1960 in Etterbeek, Belgien, beruflich ansässig in Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
- (3) Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, RCS Luxemburg B 65.477, ernannt.

(4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2010.

(5) Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2010.

(6) Sitz der Gesellschaft ist in Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Ausfertigung in englischer Sprache erstellt wurde und eine deutsche Fassung der englischen Ausfertigung folgt. Auf Anfrage der erschienenen Partei hat die englische Fassung im Falle von Widersprüchen zwischen der englischen und deutschen Fassung Vorrang.

Worüber in Luxemburg Urkunde aufgenommen wird am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat derselbe die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. BOLCH und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juin 2009. Relation: LAC/2009/20940. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 4. Juni 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009069635/242/1400.

(090084575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

H&P Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 146.424.

— STATUTS

L'an deux mille neuf, le deux juin.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Geert Dirx, expert-comptable, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique), résidant professionnellement à L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adélaïde; et

2. H&P Trust Holdings A.G., une société anonyme de droit Suisse, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro CH-170.3.031.620-1, ayant son siège social à CH-6300 Zug, 6, Poststrasse, ici représentée par Monsieur Geert Dirx, prénommé, suivant une procuration sous seing privé, donnée à Zug en date du 20 mai 2009.

Laquelle procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les comparants une société à responsabilité limitée sous la dénomination de H&P Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l. ("la Société"), régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement ("la Loi") ainsi que par les statuts tels qu'établis par acte constitutif et tels que modifiés ultérieurement, le cas échéant ("les Statuts").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi à la ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse de la même municipalité par simple résolution de la Gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. La Société a pour objet l'exécution de tous travaux d'expertises comptables, fiscales, économiques et financières, de tous mandats d'organisation technique, administrative et commerciale, toutes les activités de domiciliation, ainsi que toutes autres activités se rattachant à la profession d'expert-comptable. Elle pourra prendre des participations dans toutes sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social. L'énumération qui précède doit être interprétée de la façon la plus large.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée. Le décès ou la faillite d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales sans valeur nominale, libérées intégralement.

Les parts sociales sont et resteront nominatives. Le capital souscrit peut être augmenté ou, le cas échéant, réduit par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales, respectant les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. La gestion de la Société appartient à un ou plusieurs gérants ("la Gérance"), associé ou non, ayant la qualité d'expert-comptable et nommé par l'assemblée générale pour une durée illimitée ou limitée. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale statuant en conformité avec les dispositions de la Loi.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale relèvent de la Gérance.

La Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

La Gérance peut déléguer la représentation de la Société à un ou plusieurs employés ou conférer des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes de son choix.

Art. 7. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 8. La Gérance établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 9. La Gérance peut verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des conditions prévues par la Loi. Lorsque les acomptes excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'assemblée générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.

Art. 10. La Société peut être dissoute en observant les conditions requises par la Loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2009.

Souscription

Toutes les parts sociales ont été souscrites par:

1) Monsieur Geert Dirkx, prénommé, cinquante et une parts sociales	51
2) H&P Trust Holdings A.G., prénommé, quarante-neuf parts sociales	49
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi ont été entièrement accomplies.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité d'expert-comptable de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions

Le comparant prénommé, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. La Gérance est composé d'un gérant unique (1).

2. Est nommé gérant unique pour une durée illimitée:

- Monsieur Geert Dirkx, expert-comptable, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique), résidant professionnellement à L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adélaïde.

3. Le siège social de la Société est établi au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire comparant prénommé a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. Dirx et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 juin 2009. Relation: LAC/2009/21127. Reçu soixante-quinze euros Eur 75,-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009071497/5770/98.

(090084223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Morgan Stanley Lyra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 132.601.

In the year two thousand and nine, on the fourteenth day of April, at 5.40 PM.

Before us Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared:

Morgan Stanley Ursa S.à r.l., a société à responsabilité limitée formed and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registrar of Commerce and Companies under number B 132 600, having its registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, here represented by Me Laetitia Borucki, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, and

V2 Music (Holdings) Limited, a company limited by shares formed and existing under the laws of the United Kingdom, registered with the United Kingdom Register (Companies House) under registration number 03353454, having its registered office at Thames House, Portsmouth Road, GB-KT109AD, Esher, Surrey, United Kingdom, here represented by M^e Laetitia Borucki, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxies shall be signed 'ne varietur' by the representative of the appearing parties and the undersigned notary and shall be attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated herewith, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the prenamed entities Morgan Stanley Ursa S.à r.l. and V2 Music (Holdings) Limited represent the entire share capital of Morgan Stanley Lyra S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at 1 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 132 601, incorporated by a deed of M^e Paul Bettingen, notary residing in Niederanven on October 1, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2607 on November 15, 2007 (the "Company").

The articles of association of the Company have been amended for the last time by public deed of Me Paul Decker, notary residing in Luxembourg on December 22, 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 23, 2009 number 151.

That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to delete paragraph 3 of Article 10 of the articles of association of the Company;
2. Decision to delete paragraph 6 of Article 10 of the articles of association of the Company;
3. Decision to delete the last sentence of paragraph 9 of Article 10 of the articles of association of the Company referring to the location of conference call meetings;
4. Decision to restate the whole Article 10 of the Company's articles of association so as to reflect the above-mentioned items;
5. Decision to amend Article 12 of the articles of association of the Company in order to cancel the reference to the residency of the managing director;
6. Decision to amend paragraph 4 of Article 15 of the articles of association of the Company in order to cancel the reference to Luxembourg as regards the location of the general meeting of partners;
7. Decision to approve the resignation from their office, with immediate effect, of TMF Corporate Services S.A., Mr Todd Russell LEE and Mr Magnus LARSEN in their respective capacities as members of the board of managers of the Company;

8. Decision to grant discharge to TMF Corporate Services S.A., Mr Magnus LARSEN and Mr Todd Russell LEE, pre-named, with respect to the exercise of their mandate until today;

9. Decision to appoint with immediate effect Penelope Katherine Marion GREEN, Ambra GAMBINI and Scott Iain MERRY as managers of the Company for an unlimited duration.

Then the appearing parties requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The partners resolve to delete paragraph 3 of Article 10 of the articles of association of the Company.

Second resolution

The partners resolve to delete paragraph 6 of Article 10 of the articles of association of the Company.

Third resolution

The partners resolve to delete the last sentence of paragraph 9 of Article 10 of the articles of association of the Company referring to the location of conference call meetings.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the partners resolve to amend Article 10 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" **Art. 10.** The company is managed by a board of managers which will be composed of at least three (3) members, whether holders of Parts or not, who are appointed with or without limitation of their period of office by the sole holder of Parts or, as the case may be, by the general meeting of the holders of Parts, which may at any time remove them without giving reasons.

The number of managers, their term and their remuneration are fixed by the sole holder of Parts or, as the case may be, by the general meeting of the holders of Parts.

The board of managers may elect from among its members a chairman.

The board of managers convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the company so requires. It must be convened each time two managers so request.

Meetings of the board of managers are quorate if two (2) members are present at the meeting.

Circular resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the board of managers who participate in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

A manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, facsimile or telegram another member of the board to represent him/her at the meeting and to vote in his/her name.

The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation and kept in a minute book held at the registered office of the company. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two managers."

Fifth resolution

The partners resolve to amend the first sentence of Article 12 of the articles of association of the company to cancel any reference to the residency of the managing director. Article 12 will hence read as follows:

" **Art. 12.** The board of managers may delegate its power to conduct the daily management of the company to one or more managers, who will be called managing director(s). The board of managers may also appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney."

Sixth resolution

The partners resolve to amend paragraph 4 of Article 15 of the articles of association of the Company in order to delete the reference to Luxembourg with respect to the location of the general meeting of the shareholders. Article 15 will now read as follows:

" **Art. 15.** The sole partner shall exercise all powers vested with the general meeting of partners under section XII of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

All decisions exceeding the powers of the board of managers shall be taken by the sole partner or, as the case may be, by the general meeting of the partners. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five (25) partners, decisions of partners shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the partners representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

Attendance by virtue of proxy is possible."

Seventh resolution

The partners resolve to approve the resignation from their office as managers of the Company, with immediate effect, of TMF Corporate Services S.A., Mr Magnus LARSEN and Mr Todd Russell LEE as members of the board of managers.

Eighth resolution

The partners resolve to grant discharge to TMF Corporate Services S.A., Mr Magnus LARSEN and Mr Todd Russell LEE with respect to the exercise of their mandate until today.

Ninth resolution

The partners resolve to appoint with immediate effect, the following persons as managers of the Company for an unlimited period:

- Penelope Katherine Marion GREEN, banker, born on 1 July 1972 in London, United Kingdom, with address at 46, Cholmeley Crescent, London N6 5HA United Kingdom;
- Ambra GAMBINI, banker, born on 5 March 1975 in Treviso, Italy, with address at, 8 Elm Court, Royal Oak Yard, London SE1 3TP United Kingdom;
- Scott Iain MERRY, tax adviser, born on 15 January 1967 in Dundee, United Kingdom, with address at Pretty Lady House Ranks Green Fairstead Essex CM3 2BG. United Kingdom.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 1,700.- (one thousand seven hundred euro).

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, whom is known to the notary by its first and surnames, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille neuf, le quatorze avril à 17 heures 40.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

Morgan Stanley Ursa S.à r.l., une société à responsabilité limitée formée et existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 132 600 et ayant son siège au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, représentée par Maître Laetitia Borucki, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, et

V2 Music (Holdings) Limited, une limited company, constituée et existante sous les lois du Royaume-Uni, enregistrée au Registre des sociétés du Royaume-Uni (Companie's House) sous le numéro 03353454 et ayant son siège social à Thames House, Portsmouth Road, GB-KT109AD, Esher, Surrey, Royaume-Uni, représentée par Maître Laetitia Borucki, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la personne représentant les comparantes susnommées et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

Que les sociétés prénommées, Morgan Stanley Ursa S.à r.l et V2 Music (Holdings) Limited, représentent l'entièreté du capital social de Morgan Stanley Lyra S.à r.l., ayant son siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Paul

Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 1^{er} octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 novembre 2007, sous le numéro 2607 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés une dernière fois suivant acte de Maître Paul Decker, notaire résidant à Luxembourg, le 22 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 23 janvier 2009, numéro 151.

Que l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Agenda

1. Décision de supprimer le paragraphe 3 de l'Article 10 des statuts de la Société;
2. Décision de supprimer le paragraphe 6 de l'Article 10 des statuts de la Société;
3. Décision de supprimer la dernière phrase du paragraphe 9 de l'Article 10 des statuts de la Société précisant le lieu d'initiative des conférences téléphoniques;
4. Décision de modifier la totalité de l'Article 10 des statuts de la Société dans son ensemble pour refléter les résolutions qui précèdent;
5. Décision de modifier l'article 12 des statuts de la Société afin de supprimer la référence à la résidence du délégué à la gestion journalière;
6. Décision de modifier le paragraphe 4 de l'article 15 des statuts de la Société de manière à supprimer la référence au Luxembourg concernant le lieu de tenue des assemblées générales des associés;
7. Décision d'accepter la démission de leurs fonctions respectives de gérants de la Société, avec effet immédiat, de TMF Corporate Services S.A., Monsieur Magnus LARSEN et Monsieur Todd Russel LEE;
8. Décision d'accorder décharge à TMF Corporate Services S.A., Monsieur Magnus LARSEN et Monsieur Todd Russel LEE quant à l'exercice de leurs fonctions de gérants de la Société jusqu'à ce jour;
9. Décision de nommer, avec effet immédiat Penelope Katherine Marion GREEN, Ambra GAMBINI et Scott Iain MERRY comme gérants de la Société pour une période illimitée.

Ceci ayant été exposé, les parties comparantes ont requis le notaire instrumentaire de prendre acte des décisions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de supprimer le paragraphe 3 de l'Article 10 des statuts de la Société.

Deuxième résolution

Les associés décident de supprimer le paragraphe 6 de l'Article 10 des statuts de la Société.

Troisième résolution

Les associés décident de supprimer la dernière phrase du paragraphe 9 de l'Article 10 des statuts de la Société faisant référence au lieu d'initiation des conférences téléphoniques.

Quatrième résolution

Afin de refléter les résolutions précédentes, les associés décident de modifier l'Article 10 des statuts actuels de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 10.** La société est administrée par un Conseil de gérance, qui sera composé de trois (3) membres au moins, associés ou non, nommés pour une période limitée ou illimitée par l'unique titulaire de parts, ou le cas échéant, par l'assemblée générale des titulaires de parts, et révocables par eux à tout moment sans motif.

Le nombre des gérants, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'unique titulaire de parts ou, selon le cas, par l'assemblée générale des titulaires de parts.

Le Conseil de gérance peut choisir un président parmi ses membres.

Le Conseil de gérance se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent. Il doit être convoqué chaque fois que deux gérants le demandent.

Le quorum pour les réunions du Conseil de gérance est atteint si deux (2) gérants sont présents à la réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de gérance ont la même valeur juridique et les mêmes effets que celles prises lors d'une réunion du Conseil de gérance dûment convoqué à cet effet. Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution et peuvent être données par lettre, fax ou tout autre moyen de communication.

De plus, tout membre du Conseil de gérance prenant part aux délibérations dudit Conseil par tout moyen de communication (notamment par téléphone) permettant à tous les autres membres du Conseil de gérance présents (en personne, en vertu d'une procuration, par voie téléphonique ou autre) d'entendre et d'être entendus à tout moment par les autres membres, sera réputé présent à cette réunion aux fins de calcul du quorum et sera autorisé à voter sur l'ordre

du jour de la réunion. Les membres du Conseil de gérance prenant part aux délibérations dudit Conseil par de tels moyens de communication doivent ratifier leurs votes ainsi émis en signant une copie du procès-verbal de la réunion.

Un gérant, dans l'impossibilité de prendre part à une réunion, peut mandater par lettre, télex, fax ou télégramme un autre membre du Conseil pour le représenter à ladite réunion et voter en son nom.

Les résolutions du Conseil de gérance seront enregistrées dans un procès-verbal signé par tous les gérants qui ont pris part aux délibérations et gardées dans le registre des procès-verbaux tenu au siège social de la société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux devront être valablement signés par le président de la réunion ou par deux gérants pour être produits en justice ou ailleurs."

Cinquième résolution

Les associés décident de modifier l'Article 12 des statuts de la Société afin de supprimer la référence à la résidence du délégué à la gestion journalière. L'Article 12 aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 12.** Le Conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs gérants. Il(s) sera (ront) nommé(s) directeur(s) délégué(s) à la gestion journalière. Le Conseil de gérance peut aussi nommer des mandataires de la société, qui ont le droit d'engager la société par leurs seules signatures, mais seulement dans les limites déterminées par la procuration du mandant."

Sixième résolution

Les associés décident de modifier le paragraphe 4 de l'Article 15 des statuts de la Société de manière à supprimer la référence au Grand Duché de Luxembourg en ce qui concerne le lieu de tenue des assemblées générales des associés. L'Article 15 aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 15.** L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du conseil de gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant la moitié (50%) du capital social.

La représentation au moyen de procuration est admise."

Septième résolution

Les associés décident d'accepter la démission de leurs fonctions respectives de gérants de la Société, avec effet immédiat, de TMF Corporate Services S.A., Monsieur Magnus LARSEN et Monsieur Todd Russel LEE.

Huitième résolution

Les associés décident d'accorder décharge à TMF Corporate Services S.A., Monsieur Magnus LARSEN et Monsieur Todd Russel LEE, susnommés, quant à l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour.

Neuvième résolution

Les associés décident de nommer avec effet immédiat les personnes suivantes gérants de la Société pour une période illimitée:

- Penelope Katherine Marion GREEN, banquier, née le 1^{er} juillet 1972 à Londres, Royaume-Uni, ayant son adresse au 46, Cholmeley Crescent, Londres N6 5HA Royaume-Uni;

- Ambra GAMBINI, banquier, née le 5 mars 1975 à Trévise, Italie, ayant son adresse au 8 Elm Court, Royal Oak Yard, Londres SE1 3TP Royaume-Uni;

- Scott Iain MERRY, conseiller fiscal, né le 15 janvier 1967 à Dundee, Royaume-Uni, ayant son adresse à Pretty Lady House Ranks Green Fairstead Essex CM3 2B, Royaume-Uni.

Coûts

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est évalué à environ EUR 1.700,- (mille sept cents Euros).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la personne comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Laetitia Borucki, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C, le 15 avril 2009. LAC/2009/ 14651. Reçu 75,-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 28 avril 2009.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2009071454/202/259.

(090084478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Orchestra Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1343 Luxembourg, 9, Montée de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 91.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de ORCHESTRA Luxembourg S.A.

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2009071651/13.

(090084316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Dynamic Materials Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 134.213.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 10 juin 2009.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009070763/13.

(090083622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.

Piano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 68.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de Piano S.A.

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2009071653/13.

(090084307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

K.B.G. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 98.498.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2009.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2009071580/12.

(090084208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Third Continuation Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 60.965.

Lors de l'assemblée générale annuelle reportée tenue en date du 15 mai 2009, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. de nommer de Marie-Laurence Lambert, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2008 et qui se tiendra en 2009.

2. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Anthony Léonard Chapman, demeurant au 19, St Swithin's Lane, EC4P 4DU, Londres, Royaume-Uni

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2008 et qui se tiendra en 2009.

3. d'accepter la démission de Delphine André, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat.

4. de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que commissaire, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2008 et qui se tiendra en 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 19 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009069973/24.

(090082002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2009.

Car Testing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 89.762.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue de façon extraordinaire en date du 25 mai 2009, que:

- les mandats d'administrateur de Monsieur Eric VANDERKERKEN, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, de Madame Sylvie ABTAL-COLA, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, de Monsieur RICHARDUS BREKELMANS, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg et de Monsieur Massimo LONGONI, consultant, ayant son adresse privée au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg ont été renouvelés jusqu'à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008.

- Monsieur Marcel STEPHANY, Expert-comptable, ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, a été nommé commissaire aux comptes de la société en remplacement de Monsieur Lex BENOY, réviseur d'entreprises, ayant son adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon L-1140 Luxembourg jusqu'à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 25 mai 2008.

Pour extrait conforme

Judicaël MOUNGUENGY

Un mandataire

Référence de publication: 2009071124/25.

(090083413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2009.
